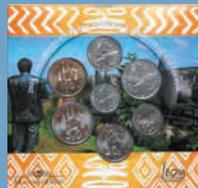
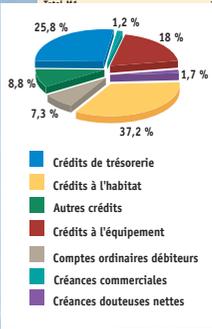




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 142 - Statistiques au 31/03/2010

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	7
2.1 La masse monétaire	7
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	7
2.3 La circulation fiduciaire	8
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
3.1 Les actifs par agent	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3.2 Les actifs par nature	12
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	13
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	16
4.2 Les passifs des établissements locaux	17
5. Les engagements bancaires	19
5.1. Les risques sectoriels	19
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	22
6. Le financement des concours bancaires	24
6.1 L'équilibre emplois - ressources	24
6.2 Le réescompte	24
7. La monétique et les échanges de valeur	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeur	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	26
8.4 Les taux de l'usure	27
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	28
Annexe : Méthodologie	30

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial qui tend à se redresser progressivement

L'activité économique mondiale poursuit son redressement entamé depuis le second semestre 2009, grâce aux vastes plans de relance macroéconomique mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du système bancaire. La zone euro présente une croissance économique modérée et aux Etats-Unis la reprise demeure fragile dans un contexte de désinflation. L'économie asiatique se caractérise par un regain de croissance au Japon qui bénéficie de la vigueur des exportations et du rebond de la demande intérieure et par une croissance particulièrement soutenue en Chine (+11,9 % au premier trimestre 2010).

Après avoir affiché un net rebond tout au long de l'année 2009, les principales places financières ont été de nouveau affectées par d'importantes tensions depuis le mois d'avril 2010, conséquence des inquiétudes des marchés face à l'ampleur de l'endettement de plusieurs pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne). Pour faire face à cette crise et stabiliser la zone euro, un plan sans précédent de 750 milliards d'euros a été mis en place par l'Union européenne en lien avec le FMI début mai 2010. Il consiste en la création d'un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, mobilisable à très court terme pour aider les pays en difficultés, et une garantie de 440 milliards d'euros pour constituer une entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers et acheter la dette publique des pays fragilisés. Par ailleurs, le FMI s'est engagé à accompagner ces mesures à hauteur de 250 milliards d'euros sous forme de prêts. En outre, la BCE a adopté des mesures exceptionnelles en intervenant sur les marchés obligataires pour acheter de la dette publique et privée de la zone euro.

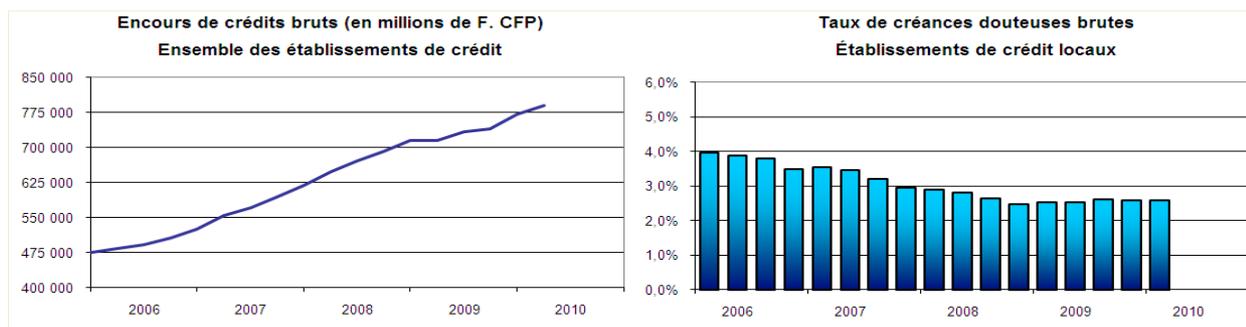
Toujours dans le prolongement de la crise financière, le Sénat américain a voté le projet de loi sur la régulation financière qui prévoit notamment d'encadrer la faillite des établissements de crédit sans recourir à l'aide des contribuables, une plus grande supervision des fonds spéculatifs et des produits dérivés ainsi que la création d'un bureau pour la protection financière des consommateurs, chargé de réguler les produits financiers risqués.

Dans ce contexte, l'euro s'est fortement déprécié, notamment par rapport au dollar, et il a retrouvé ses niveaux de 2006 en passant sous la barre des 1,25 euro pour un dollar, après avoir atteint un plus haut de 1,50 en milieu d'année 2008. Les taux directeurs dans la zone euro et aux Etats-Unis sont maintenus à des niveaux planchers, à respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans un contexte de baisse généralisée des cours boursiers depuis le mois d'avril, le prix du baril de pétrole est repassé sous la barre des 70 dollars à la mi-mai.

L'activité bancaire reste globalement bien orientée sur le premier trimestre de l'année ...

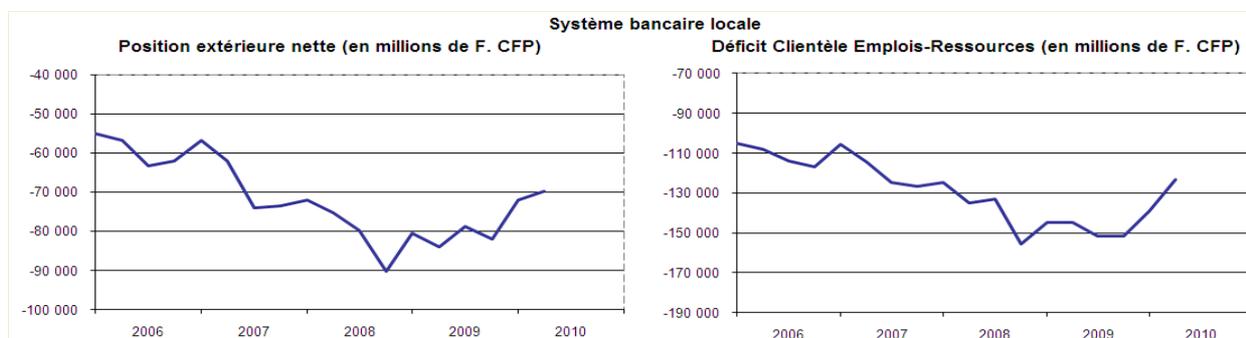
Après un quatrième trimestre 2009 où la croissance économique du territoire avait bénéficié de l'amélioration du climat des affaires mais aussi de la traditionnelle hausse d'activité liée aux fêtes de fin d'année et au bouclage des opérations de défiscalisation (celles-ci devant être finalisées avec la fin de l'année fiscale), la conjoncture économique du territoire demeure favorablement orientée sur le premier trimestre de l'année 2010. Dans ce contexte, l'activité de l'ensemble des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie se maintient sur le trimestre sous revue, avec un volume d'actifs financiers en hausse de 3,1 % et un encours de crédit qui progresse de 2,5 % par rapport au trimestre précédent. De même, les rythmes de croissance observés demeurent encore soutenus sur douze mois avec, notamment, un marché du crédit qui croît de 10,5 % en glissement annuel. Cette évolution est particulièrement sensible sur le segment des collectivités locales (+25,2 % sur douze mois) et moins marquée sur celui des entreprises (+11,4 %) et surtout celui des particuliers (+7,7 %). En termes de risques, aucune dégradation de la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux n'est constatée, avec un taux de créances douteuses brutes qui se maintient depuis plusieurs trimestres, à 2,6 %. Au 31 mars 2010, l'ensemble des actifs financiers détenus en Nouvelle-Calédonie s'établit à 574,3 milliards de F CFP et l'encours total des crédits distribués localement à 791 milliards de F CFP.

Conjoncture financière et bancaire



.. qui s'accompagne d'une progression de la masse monétaire et d'un recours moindre du système bancaire local à des ressources extérieures ...

La progression de la masse monétaire s'accélère, avec une croissance dynamique de M3 qui atteint 13,9 % sur douze mois (contre +10,2 % entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2009). Cette évolution est particulièrement sensible au niveau de l'agrégat étroit M1 dont le rythme de progression annuel augmente (+15,4 %, contre une hausse de 4,5 % à fin mars 2009), sous l'effet des dépôts à vue (+16 % contre +3,3 % à fin mars 2009) ; lequel traduit notamment une amélioration de la trésorerie des entreprises du fait de leur comportement prudent depuis plusieurs trimestres et des liquidités engendrées par la hausse d'activité depuis le quatrième trimestre 2009. Le système bancaire local, en quête structurelle de ressources clientèle, a ainsi profité d'une activité de collecte dynamique - hors épargne collectée localement mais gérée hors de la zone d'émission- alors que, dans le même temps, son activité de crédit a sensiblement ralenti. Il affiche ainsi une légère amélioration de son solde emplois-ressources clientèle (qui se redresse de 14,7 %) comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission). Le solde de cette dernière, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit de 16,9 %, à -70 milliards de F CFP au 31 mars 2010 contre -84 milliards au 31 mars 2009.



... mais l'activité des établissements de crédit locaux ralentit et la situation des sociétés financières de la place se fragilise.

Dans le détail, la situation du système bancaire se révèle toutefois contrastée et l'on observe notamment que, si certains établissements métropolitains ont pu bénéficier de la demande de financements des opérateurs sociaux et des collectivités locales (avec un encours qui croît de 27,5 % sur les trois premiers mois de l'année), les établissements de crédit locaux affichent pour leur part un volume d'encours stable sur la même période (+0,2 % sur le trimestre sous revue). Leur activité a en effet pâti d'un repli de la demande de financement des entreprises (-1,4 % sur le trimestre) et du ralentissement de celle des particuliers (+1,1 % sur les trois premiers mois de l'année).

Conjoncture financière et bancaire

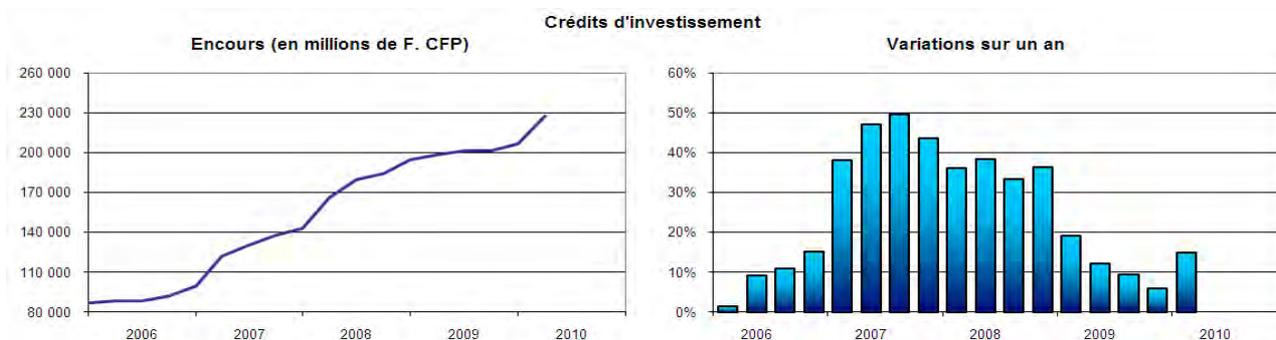
Les sociétés financières de la place présentent pour leur part une dégradation encore plus sensible de leur activité, avec un encours brut de crédits qui recule de 2,2 % au cours du trimestre sous revue, portant le repli de leur activité à 6,6 % sur douze mois. Cette évolution est à rapprocher d'une part de la baisse - observée pour toutes les catégories d'agents économiques - de la demande de financement par crédit-bail (-9,4 % sur douze mois) qui représente l'essentiel de leur activité, et d'autre part de la situation du marché automobile qui pâtit d'un ralentissement des ventes (même si une reprise est observée depuis le mois de février) et d'une évolution du mode de consommation désormais plus orienté vers des véhicules moins onéreux ou d'occasion. Les sociétés financières de la place présentent de plus une dégradation de la qualité de leur portefeuille, avec un taux de créances douteuses qui passe de 4,9 % à 6,1 % entre le 31 mars 2009 et le 31 mars 2010.

L'endettement bancaire des entreprises demeure porté par les grands projets et le logement social

L'endettement bancaire des entreprises demeure globalement dynamique sur douze mois (+11,4 % après 14,6 % à fin mars 2009), mais cette croissance se révèle toujours portée par les grands projets et le logement social et profite notamment aux établissements situés hors zone d'émission. On observe de plus qu'après avoir progressé de 4,9 % au cours du quatrième trimestre de l'année 2009 (du fait notamment de la finalisation des opérations de défiscalisation), l'encours de crédit aux entreprises marque le pas sur le 1^{er} trimestre de l'année avec une hausse limitée à 0,9 %.

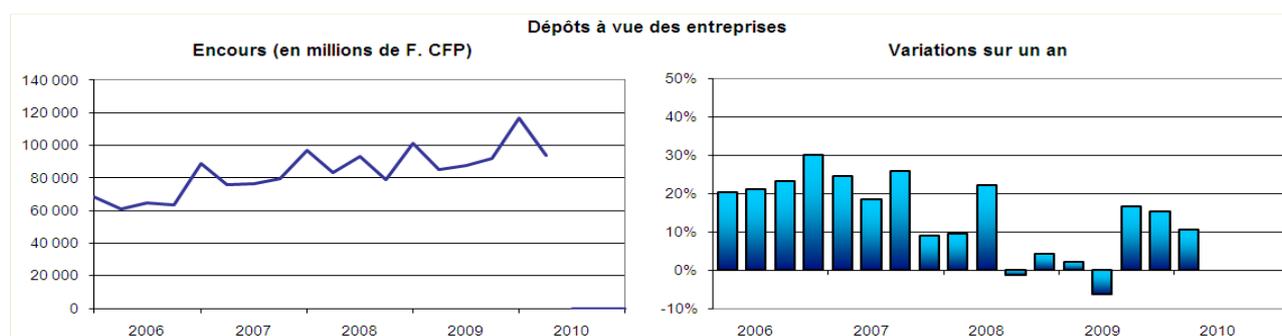
Dans le détail, l'analyse est rendue délicate par les reclassements comptables effectués par un établissement de crédit de la place au cours du premier trimestre de l'année, avec un transfert important de crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement. Correction faite de cet élément, on observe que l'investissement des entreprises ressort dynamique sur douze mois mais qu'il demeure toutefois nettement en retrait par rapport à la situation observée à fin mars 2009. Parallèlement, face à l'atonie de la consommation des ménages, les entreprises ont vraisemblablement réduit leurs stocks et par conséquent limité leur besoin en fonds de roulement. Ainsi, l'encours des crédits d'exploitation des entreprises se contracte au cours des douze derniers mois. En contrepartie, cette situation a semble-t-il permis aux entreprises de reconstituer leur trésorerie, leurs avoirs bancaires ayant progressé de 19,2 % dans le même temps. L'encours de crédits immobiliers des entreprises progresse très fortement (+38,8 %), tiré essentiellement par le besoin de financement des opérateurs sociaux. Abstraction faite de cet élément, l'évolution resterait néanmoins largement positive, avec un taux de croissance d'environ 12 % sur l'année.

On observe enfin que le ralentissement de l'activité économique sur le territoire semble plus particulièrement affecter l'activité des entrepreneurs individuels, dont l'encours de crédits recule de 1,4 % entre le 31 mars 2009 et le 31 mars 2010, du fait notamment d'un moindre recours au crédit-bail (-33,1 % sur la période).



Au plan sectoriel, l'examen de la Centrale des risques¹ à fin mars 2010 permet d'observer des évolutions contrastées. Les services (qui représentent 52 % des engagements en faveur des professionnels) affichent une hausse de leurs encours de 26 % en douze mois. Leur périmètre inclut toutefois les SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation ainsi que les activités de services liés à l'immobilier, qui expliquent pour une large part leur croissance. Le commerce (13 % des engagements aux professionnels) présente un repli de son besoin de financement sur la période (-2,0 % sur les douze derniers mois). L'endettement du secteur des industries (11 % des engagements en faveur des professionnels) s'affiche en très forte hausse entre le 31 mars 2009 et le 31 mars 2010 (+26,2 %). Cette évolution résulte essentiellement d'avaux et cautions donnés dans le cadre des grands projets miniers et métallurgiques. La tendance générale du secteur - hors mines et métallurgie - se révélant beaucoup moins marquée, avec un encours qui progresse de 3,5 %. Les concours bancaires du secteur du BTP (8 % des engagements des professionnels) augmentent sensiblement sur douze mois (+16,2 %), tirés par le logement social. Le secteur de l'agriculture voit son encours fléchir de 3,5 % par rapport au mois de mars 2009, en liaison avec les difficultés structurelles du secteur.

Les perspectives exprimées par les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM ressortent dans leur ensemble favorables pour le second trimestre 2010, avec notamment l'anticipation d'une meilleure orientation de l'activité et des prévisions d'investissements. De son côté, le système bancaire affiche toujours son soutien au financement des entreprises, lesquelles présentent une amélioration de leur trésorerie et un niveau de défaillance faible avec un taux de créances douteuses brutes qui demeure stable à 2,2 %.



Des ménages qui continuent d'investir dans l'habitat

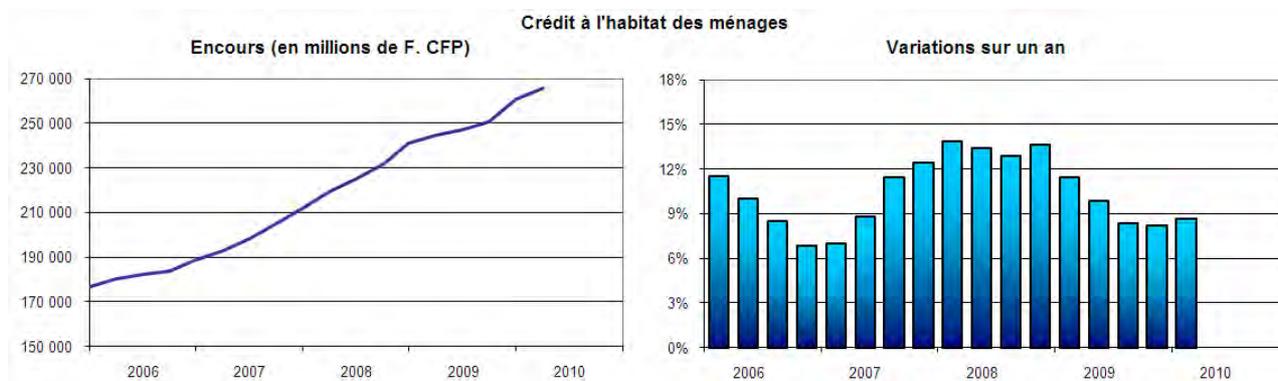
La progression de l'endettement des ménages apparaît soutenue sur douze mois mais décélère néanmoins (+7,7 % contre +9,8 % entre mars 2008 et mars 2009), traduisant le ralentissement de l'investissement immobilier. En 2009, la production de crédits en faveur des ménages a d'ailleurs sensiblement marqué le pas avec un volume d'octrois en repli d'environ 14 % par rapport à la production de l'année 2008.

Les encours bancaires des crédits liés à la consommation des ménages progressent modérément sur douze mois (+3,4 %). Cette évolution résulte de la conjonction de deux phénomènes. D'une part, l'encours de crédit-bail recule nettement (-7,5 % en glissement annuel), en lien notamment avec la morosité du marché automobile alors que, d'autre part, les encours des crédits de trésorerie progressent (+6,4 %). Entre mars 2009 et mars 2010, la croissance des encours des crédits à l'habitat des ménages ralentit, avec une hausse de 8,7 % contre une progression de 11,5 % sur la période précédente. Ce ralentissement traduit toujours l'anticipation des ménages d'une baisse des taux et des prix de l'immobilier. L'enquête semestrielle sur le coût du crédit, réalisée sur les mois de janvier et février 2010, fait d'ailleurs ressortir une baisse de près d'un point sur un an du taux moyen pondéré des crédits immobiliers aux particuliers, à 4,87 % contre 5,84 % lors de l'enquête de janvier et février 2009.

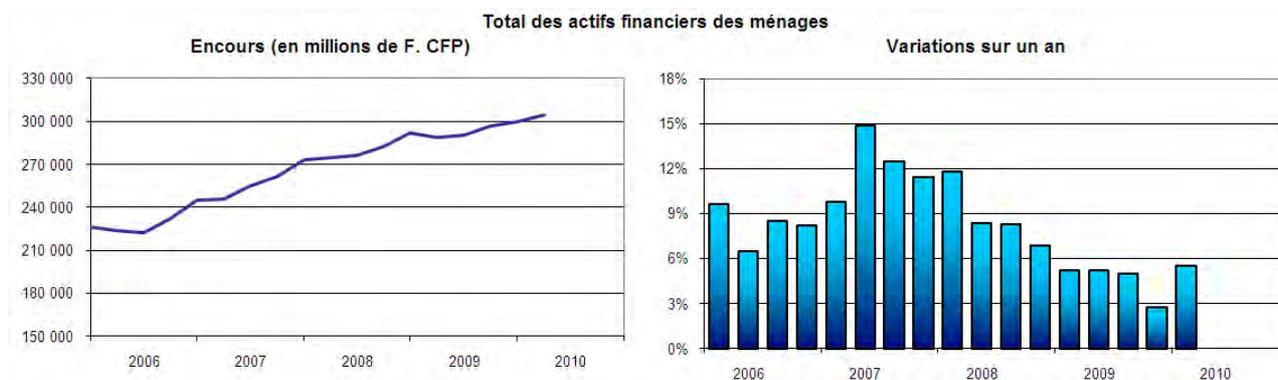
¹ Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

Conjoncture financière et bancaire

Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages ressortent contrastés à fin mars 2010. D'une part, le nombre des décisions de retrait de cartes bancaires et le nombre d'incidents de paiement sur chèques diminuent tous deux en glissement annuel (respectivement -11,6 % et -9,5 %). Le taux de créances douteuses brutes se situe, pour sa part, en repli au niveau bas de 1,7 %, ne laissant pas supposer de tension particulière de trésorerie pour cette catégorie de clientèle. D'autre part, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'alourdit de 3,7 % et le volume des comptes ordinaires débiteurs progresse de 2,9 %.



Les actifs financiers des ménages progressent de 5,5 % en glissement annuel. Dans le détail, l'accroissement des liquidités (dépôts à vue) des ménages atteint 12 % sur douze mois, soit un niveau nettement supérieur à celui observé fin mars 2009 (+3,7 %). Concernant leur épargne, compte tenu du niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire, les ménages ont orienté leur choix vers des placements à long terme, plus rémunérateurs et ce, malgré les conditions offertes sur la place en matière de comptes sur livrets et de comptes à terme, dont les taux de rémunération sont généralement plus élevés qu'en métropole. Cette situation tient à la concurrence entre les banques locales pour « capter » de la ressource, dans un contexte de fort déficit de la place en la matière. On observe ainsi, sur douze mois, un maintien du volume des placements liquides ou à court terme (-0,1 %) tandis que les placements à long terme (essentiellement sous forme de contrats d'assurance-vie) progressent sensiblement (+9,1 %).

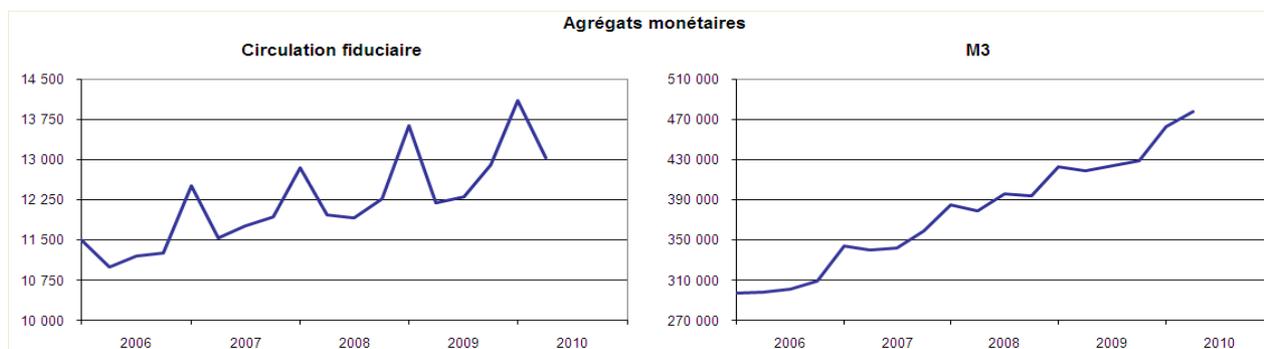


Conjoncture financière et bancaire

2. La masse monétaire et ses contreparties

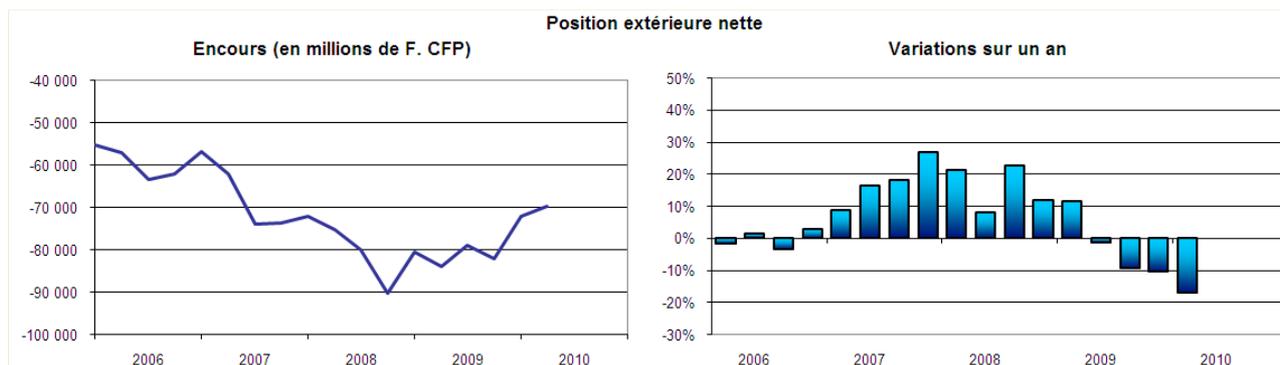
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	10 539	11 000	11 527	11 973	12 187	12 311	12 896	14 106	13 024	-7,7%	6,9%
Billets	9 372	9 780	10 232	10 584	10 712	10 806	11 386	12 555	11 483	-8,5%	7,2%
Pièces	1 167	1 220	1 295	1 389	1 475	1 505	1 510	1 551	1 541	-0,6%	4,5%
Dépôts à vue	115 547	138 826	157 317	168 962	174 494	180 569	185 120	214 179	202 357	-5,5%	16,0%
TOTAL M1	126 086	149 826	168 844	180 935	186 681	192 880	198 016	228 285	215 381	-5,7%	15,4%
M2-M1	60 351	64 323	65 932	70 241	81 825	84 575	86 672	89 902	91 254	1,5%	11,5%
Comptes sur livrets	59 637	63 531	65 116	69 508	81 137	83 876	85 975	89 203	90 553	1,5%	11,6%
Comptes épargne logement	714	792	816	733	688	699	697	699	701	0,3%	1,9%
TOTAL M2	186 437	214 149	234 776	251 176	268 506	277 455	284 688	318 187	306 635	-3,6%	14,2%
M3-M2	77 020	84 311	104 737	127 833	150 311	146 527	144 306	144 889	171 044	18,1%	13,8%
Dépôts à terme	76 161	83 509	103 978	127 196	149 791	145 964	143 934	144 604	170 875	18,2%	14,1%
Bons de caisse	859	802	759	637	520	563	372	285	169	-40,7%	-67,5%
Total M3	263 457	298 460	339 513	379 009	418 817	423 982	428 994	463 076	477 679	3,2%	14,1%
P1	4 867	5 931	5 820	5 003	4 216	4 215	4 164	4 189	4 135	-1,3%	-1,9%
Plans d'épargne logement	4 832	5 896	5 780	4 953	4 158	4 148	4 099	4 128	4 079	-1,2%	-1,9%
Autres compte d'épargne à régime spécial	35	35	40	50	58	67	65	61	56	-8,2%	-3,4%
M3+P1	268 324	304 391	345 333	384 012	423 033	428 197	433 158	467 265	481 814	3,1%	13,9%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

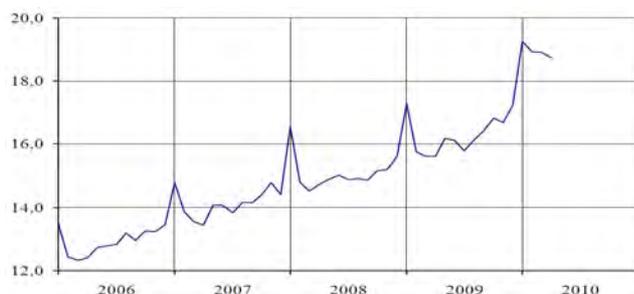
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	72 309	87 037	92 175	103 489	90 499	96 590	86 645	110 799	108 398	-2,2%	19,8%
Institut d'émission	18 123	19 928	23 126	25 354	24 941	25 541	24 318	35 886	34 760	-3,1%	39,4%
Etablissements de crédit	54 186	67 109	1 295	78 135	65 558	71 049	62 327	74 913	73 638	-1,7%	12,3%
Créances du Trésor public	10 218	12 158	12 951	14 033	15 887	15 973	16 038	16 154	16 414	1,6%	3,3%
Concours sur ressources monétaires	180 930	199 265	234 387	261 487	312 431	311 419	326 311	336 123	352 867	5,0%	12,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	348 519	386 762	431 970	488 983	534 800	546 682	550 683	569 109	570 201	0,2%	6,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	167 589	187 497	197 583	227 496	222 369	235 263	224 372	232 986	217 334	-6,7%	-2,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	33 329	38 924	39 001	44 797	47 767	49 779	49 928	50 094	50 223	0,3%	5,1%
Provisions sur créances douteuses	10 945	9 940	10 077	10 046	9 715	9 910	10 153	10 390	10 614	2,2%	9,3%
Engagements hors zone d'émission	112 012	124 042	131 011	153 290	149 473	149 922	144 380	146 929	143 353	-2,4%	-4,1%
Epargne contractuelle	4 867	5 932	5 820	5 003	4 215	4 215	4 164	4 189	4 135	-1,3%	-1,9%
Divers	6 436	8 659	11 674	14 360	11 199	21 437	15 747	21 384	9 009	-57,9%	-19,6%
Total M3	263 457	298 460	339 513	379 009	418 817	423 982	428 994	463 076	477 679	3,2%	14,1%
Position extérieure nette	-57 826	-56 933	-61 962	-75 155	-83 915	-78 873	-82 053	-72 016	-69 715	-3,2%	-16,9%



2.3 La circulation fiduciaire

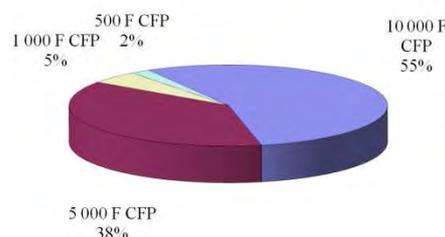
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin mars 2010

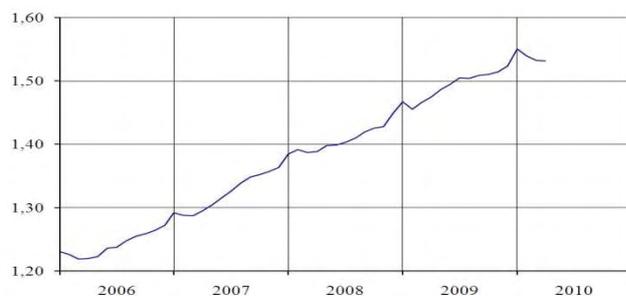


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
En nombre	3 480 815	3 433 122	3 639 149	3 790 167	3 894 172	3 949 919	4 208 102	4 771 924	4 251 815	-10,9%	9,2%	
10 000 F CFP	551 558	558 373	605 607	691 929	755 601	764 680	812 334	939 254	1 023 901	9,0%	35,5%	
5 000 F CFP	1 052 636	1 099 062	1 195 147	1 286 730	1 331 717	1 341 974	1 429 141	1 614 895	1 419 079	-12,1%	6,6%	
1 000 F CFP	1 008 773	888 344	973 395	969 042	998 141	1 021 392	1 133 681	1 368 756	1 010 254	-26,2%	1,2%	
500 F CFP	867 848	887 343	865 000	842 466	808 713	821 873	832 946	849 019	798 581	-5,9%	-1,3%	
En millions de F CFP	12 222	12 411	13 438	14 743	15 617	15 789	16 819	19 260	18 744	-2,7%	20,0%	
10 000 F CFP	5 516	5 584	6 056	6 919	7 556	7 647	8 123	9 393	10 239	9,0%	35,5%	
5 000 F CFP	5 263	5 495	5 976	6 434	6 659	6 710	7 146	8 075	7 095	-12,1%	6,6%	
1 000 F CFP	1 009	888	973	969	998	1 021	1 134	1 369	1 010	-26,2%	1,2%	
500 F CFP	434	444	433	421	404	411	417	425	399	-5,9%	-1,3%	

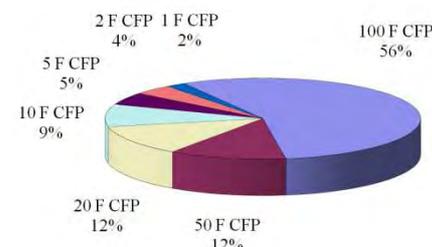
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2010



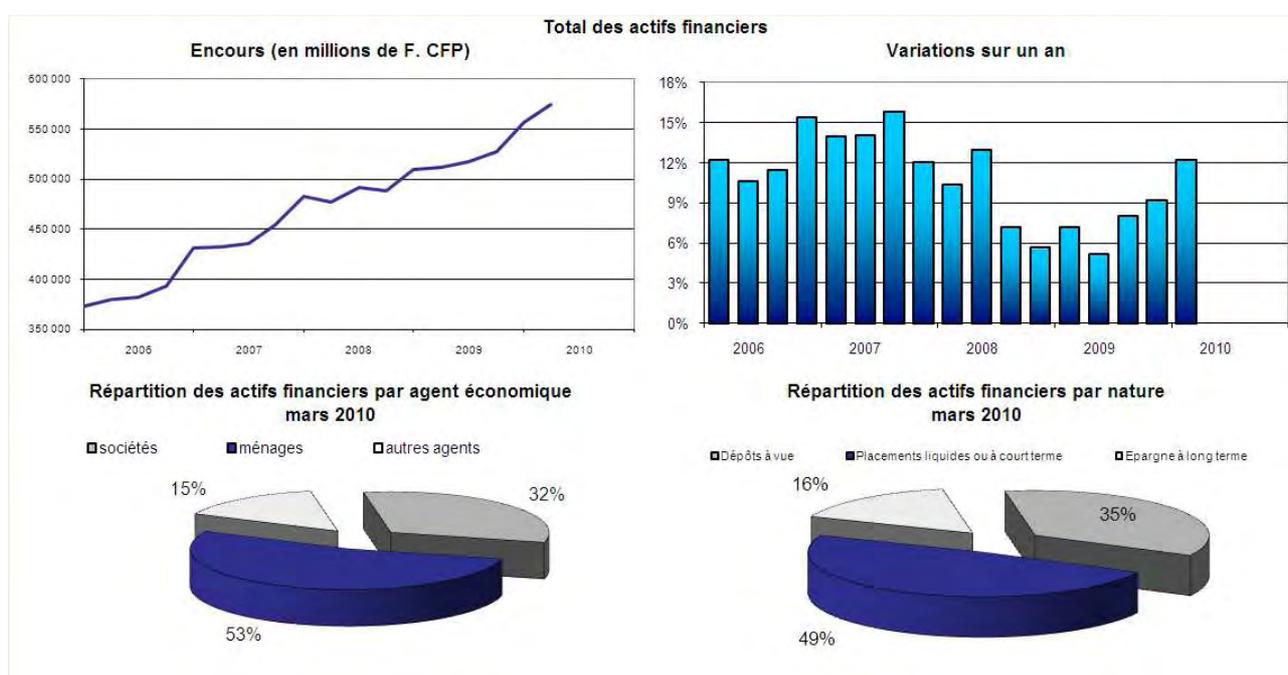
Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
En nombre	90 423 752	94 658 827	99 698 362	105 557 801	111 894 718	113 353 133	114 332 554	116 437 433	117 165 981	0,6%	4,7%	
100 F CFP	6 596 233	6 877 580	7 335 463	7 928 374	8 382 546	8 588 531	8 612 541	8 838 357	8 642 645	-2,2%	3,1%	
50 F CFP	2 796 311	2 919 133	3 076 881	3 244 748	3 446 340	3 497 151	3 492 140	3 625 933	3 557 952	-1,9%	3,2%	
20 F CFP	6 813 408	7 189 057	7 577 475	8 053 308	8 688 603	8 810 674	8 852 716	9 092 135	9 112 907	0,2%	4,9%	
10 F CFP	9 880 064	10 320 507	10 871 893	11 660 379	12 498 923	12 652 048	12 737 090	13 056 290	13 229 810	1,3%	5,8%	
5 F CFP	11 370 350	11 929 950	12 837 548	13 739 936	14 773 505	15 021 921	15 230 302	15 629 234	15 843 650	1,4%	7,2%	
2 F CFP	22 663 880	23 710 059	24 853 956	26 213 888	27 749 558	28 054 564	28 344 541	28 672 571	28 967 588	1,0%	4,4%	
1 F CFP	30 303 506	31 712 541	33 145 146	34 717 168	36 355 243	36 728 244	37 063 224	37 522 913	37 811 429	0,8%	4,0%	
En millions de F CFP	1 167	1 220	1 295	1 389	1 475	1 504	1 510	1 550	1 532	-1,2%	3,8%	
100 F CFP	660	688	734	793	838	859	861	884	864	-2,2%	3,1%	
50 F CFP	140	146	154	162	172	175	175	181	178	-1,9%	3,3%	
20 F CFP	136	144	152	161	174	176	177	182	182	0,3%	4,9%	
10 F CFP	99	103	109	117	125	127	127	131	132	1,3%	5,8%	
5 F CFP	57	60	64	69	74	75	76	78	79	1,4%	7,2%	
2 F CFP	45	47	50	52	56	56	57	57	58	1,0%	4,3%	
1 F CFP	30	32	33	35	36	37	37	38	38	0,8%	3,8%	

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

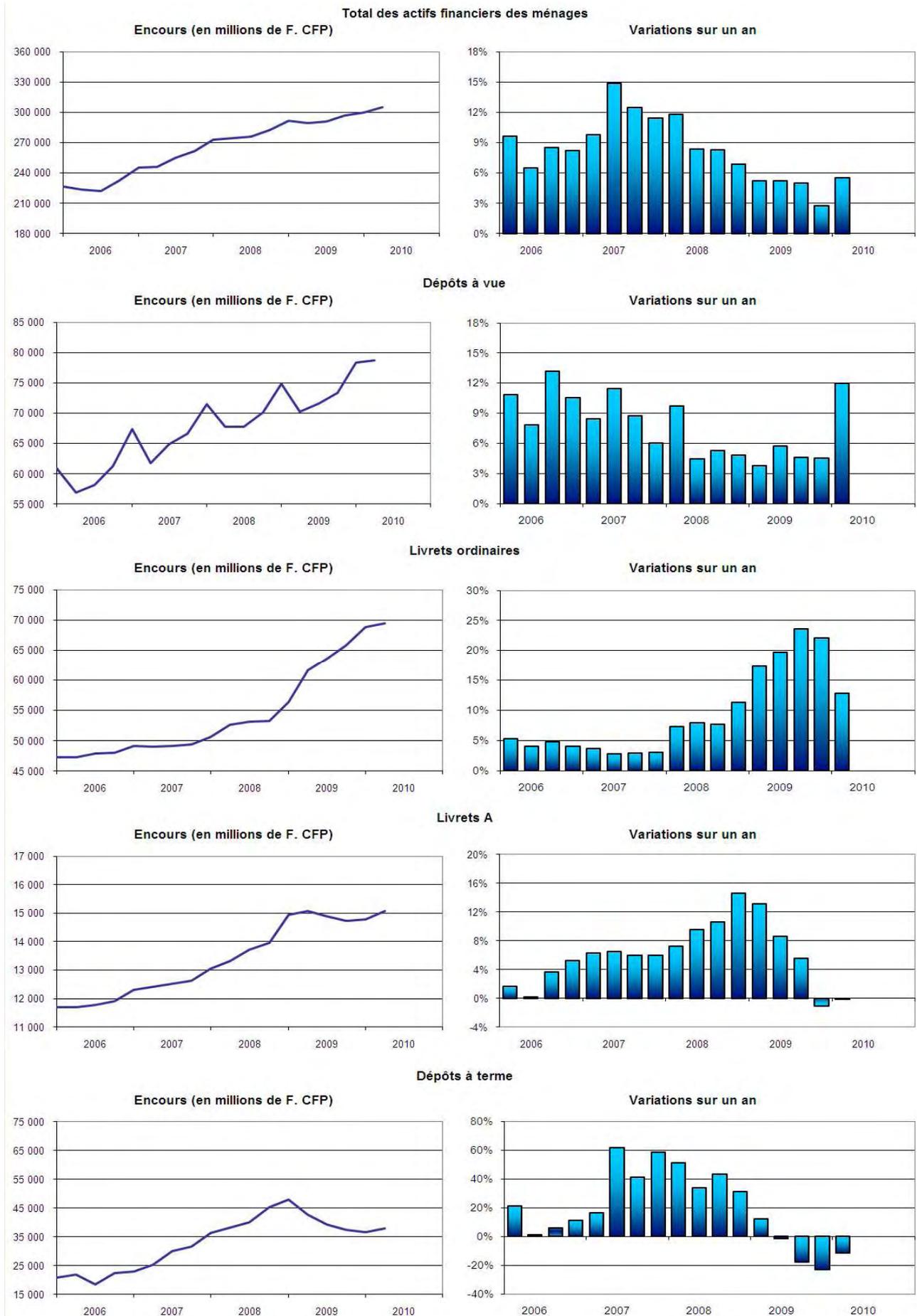
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Sociétés	96 997	110 300	134 576	148 131	152 878	156 204	158 490	187 129	182 303	-2,6%	19,2%
Dépôts à vue	50 864	61 123	76 041	83 170	84 879	87 569	91 944	116 942	93 756	-19,8%	10,5%
Placements liquides ou à court terme	40 368	46 371	1 295	61 792	66 987	67 697	65 595	69 094	87 452	26,6%	30,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	683	1 688	298	225	465	552	529	563	601	6,7%	29,2%
Placements indexés sur les taux du marché	39 685	44 683	55 609	61 567	66 522	67 145	65 066	68 531	86 851	26,7%	30,6%
<i>dont comptes à terme</i>	37 558	40 525	49 881	55 817	61 024	62 728	59 977	62 069	81 434	31,2%	33,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 127	4 158	5 727	5 751	5 499	4 417	5 089	6 462	5 417	-16,2%	-1,5%
Placements à long terme	5 765	2 806	2 628	3 169	1 012	938	951	1 093	1 095	0,2%	8,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5 730	2 788	2 625	3 166	1 010	936	949	1 081	1 081	0,0%	7,0%
Ménages	204 167	223 739	245 676	274 708	288 975	290 665	297 045	299 753	304 912	1,7%	5,5%
Dépôts à vue	51 379	56 934	61 739	67 718	70 252	71 580	73 361	78 287	78 684	0,5%	12,0%
Placements liquides ou à court terme	88 434	94 110	102 722	123 646	135 591	131 785	131 460	133 842	135 515	1,2%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	57 273	59 950	62 495	66 894	77 709	79 448	81 521	84 567	85 827	1,5%	10,4%
Livrets ordinaires	44 901	47 278	49 003	52 571	61 651	63 559	65 791	68 769	69 513	1,1%	12,8%
Livrets A et bleus	11 502	11 687	12 422	13 318	15 072	14 899	14 735	14 779	15 067	1,9%	0,0%
Livrets jeunes	156	201	256	275	302	295	301	322	546	69,6%	80,8%
Comptes d'épargne logement	714	784	814	730	685	696	693	697	701	0,6%	2,3%
Placements indexés sur les taux du marché	31 161	34 160	40 227	56 752	57 882	52 337	49 939	49 275	49 688	0,8%	-14,2%
<i>dont comptes à terme</i>	18 026	21 829	25 339	38 231	42 775	39 356	37 394	36 732	37 917	3,2%	-11,4%
<i>dont bons de caisse</i>	859	802	759	637	520	563	372	285	169	-40,7%	-67,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	12 276	11 529	14 129	17 884	14 587	12 418	12 173	12 258	11 603	-5,3%	-20,5%
Placements à long terme	64 354	72 695	81 215	83 344	83 132	87 300	92 224	87 624	90 713	3,5%	9,1%
Plans d'épargne logement	4 831	5 878	5 747	4 917	4 150	4 141	4 091	4 125	4 076	-1,2%	-1,8%
Autres comptes d'épargne	35	35	40	50	58	67	65	61	56	-8,2%	-3,4%
Portefeuille-titres	4 412	3 888	4 996	3 902	2 820	3 626	4 436	4 342	4 574	5,3%	62,2%
OPCVM non monétaires	6 284	7 247	5 818	4 968	2 280	2 337	2 470	2 688	2 899	7,8%	27,1%
Contrats d'assurance-vie	48 792	55 647	64 614	69 507	73 824	77 129	81 162	76 408	79 108	3,5%	7,2%
Autres agents	37 010	45 460	52 379	54 531	69 906	70 680	71 812	70 332	87 090	23,8%	24,6%
Dépôts à vue	13 305	20 769	19 538	18 074	19 362	21 420	19 815	18 949	29 917	57,9%	54,5%
Placements liquides ou à court terme	23 695	23 902	31 921	36 270	49 780	48 501	51 232	50 621	56 396	11,4%	13,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 395	2 684	3 140	3 122	3 741	4 575	4 622	4 772	4 826	1,1%	29,0%
Placements indexés sur les taux du marché	21 300	21 218	28 781	33 148	46 039	43 926	46 610	45 849	51 570	12,5%	12,0%
<i>dont comptes à terme</i>	20 577	21 155	28 758	33 148	45 993	43 881	46 564	45 803	51 524	12,5%	12,0%
Placements à long terme	10	789	920	187	764	759	765	762	777	2,0%	1,7%
TOTAL	338 174	379 499	432 631	477 370	511 759	517 549	527 347	557 214	574 305	3,1%	12,2%
Dépôts à vue	115 548	138 826	157 318	168 962	174 493	180 569	185 120	214 178	202 357	-5,5%	16,0%
Placements liquides ou à court terme	152 497	164 383	190 550	221 708	252 358	247 983	248 287	253 557	279 363	10,2%	10,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	60 351	64 322	65 933	70 241	81 915	84 575	86 672	89 902	91 254	1,5%	11,4%
Placements indexés sur les taux du marché	92 146	100 061	124 617	151 467	170 443	163 408	161 615	163 655	188 109	14,9%	10,4%
Placements à long terme	70 129	76 290	84 763	86 700	84 908	88 997	93 940	89 479	92 585	3,5%	9,0%



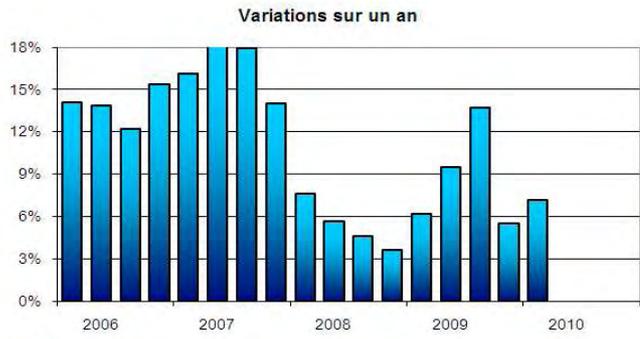
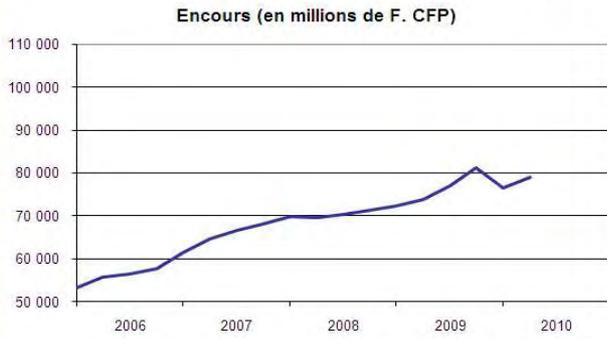
Conjoncture financière et bancaire

Les avoirs des ménages

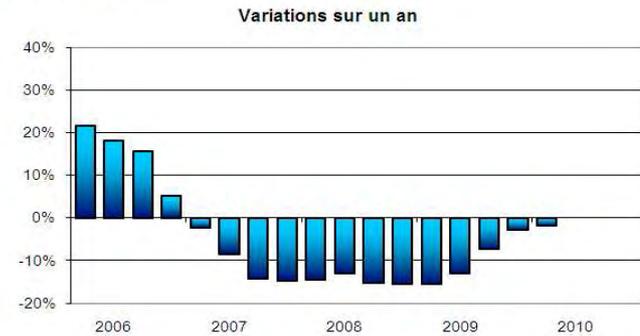
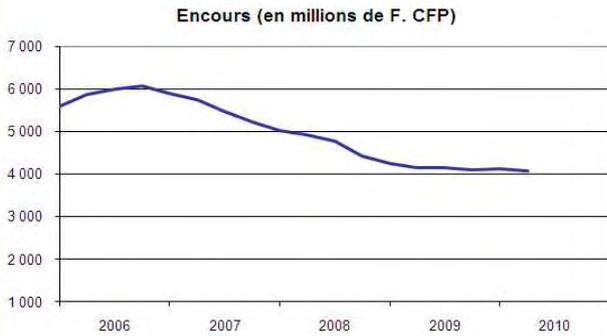


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

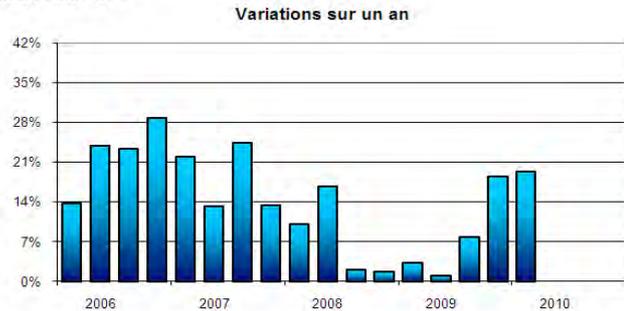


Plans d'épargne logement

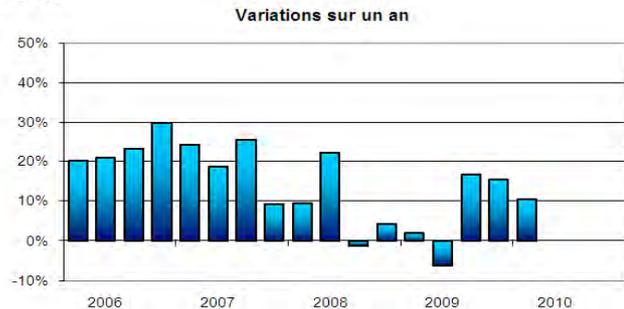


Les avoirs des sociétés

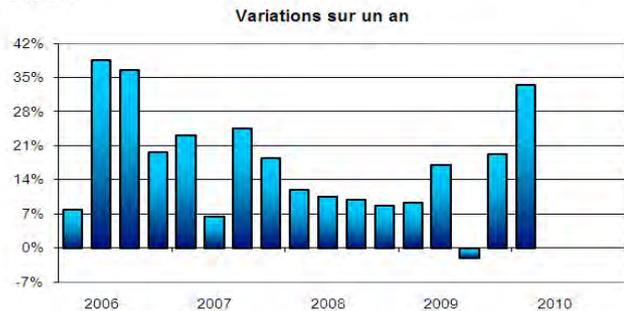
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



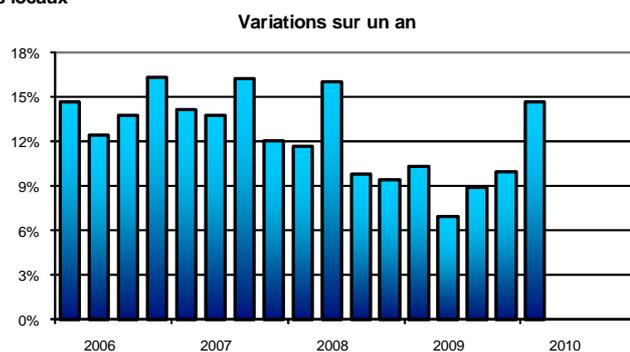
Dépôts à terme



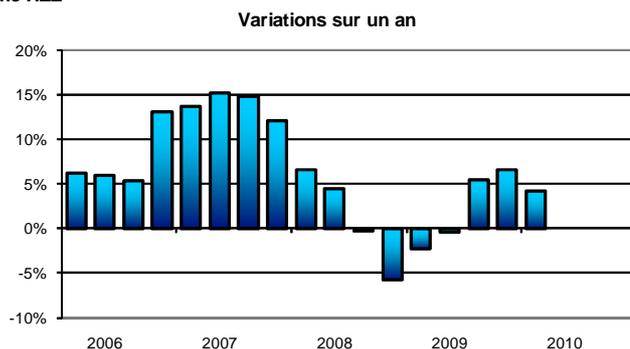
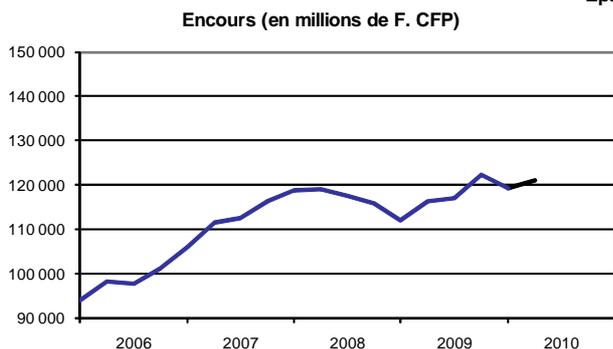
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	245 432	281 329	321 037	358 451	395 464	400 562	405 139	437 871	453 202	3,5%	14,6%	
Dépôts à vue	115 547	138 826	157 317	168 962	174 494	180 569	185 120	214 179	202 357	-5,5%	16,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	52 865	58 192	1 295	61 656	70 659	73 466	75 713	78 803	79 801	1,3%	12,9%	
Livrets ordinaires	47 128	51 267	52 091	55 645	65 452	68 257	70 550	73 593	74 418	1,1%	13,7%	
Livrets jeunes	156	201	256	275	303	295	302	322	547	69,9%	80,5%	
Comptes d'épargne logement	714	792	816	733	688	699	697	699	701	0,3%	1,9%	
Plans d'épargne logement	4 832	5 896	5 780	4 953	4 158	4 148	4 099	4 128	4 079	-1,2%	-1,9%	
Autres comptes d'épargne	35	36	40	50	58	67	65	61	56	-8,2%	-3,4%	
Dépôts à terme	76 161	83 509	103 978	127 196	149 791	145 964	143 934	144 604	170 875	18,2%	14,1%	
Bons de caisse	859	802	759	637	520	563	372	285	169	-40,7%	-67,5%	
Epargne HZE	92 493	98 169	111 593	118 921	116 207	116 986	122 209	119 345	121 105	1,5%	4,2%	
Livrets A et bleus	12 106	12 062	12 769	13 589	15 383	15 324	15 124	15 288	15 589	2,0%	1,3%	
Actions	2 989	3 191	4 912	3 821	2 612	2 980	3 716	3 482	3 689	5,9%	41,2%	
Obligations	1 457	714	88	84	209	648	723	873	899	3,0%	n.s.	
OPCVM monétaires	15 126	15 750	19 879	23 634	20 132	16 881	17 308	18 766	17 066	-9,1%	-15,2%	
OPCVM non monétaires	12 023	10 805	9 331	8 286	4 047	4 024	4 176	4 528	4 754	5,0%	17,5%	
Contrats d'assurance-vie	48 792	55 647	64 614	69 507	73 824	77 129	81 162	76 408	79 108	3,5%	7,2%	
TOTAL	337 925	379 498	432 630	477 372	511 671	517 548	527 348	557 216	574 307	3,1%	12,2%	

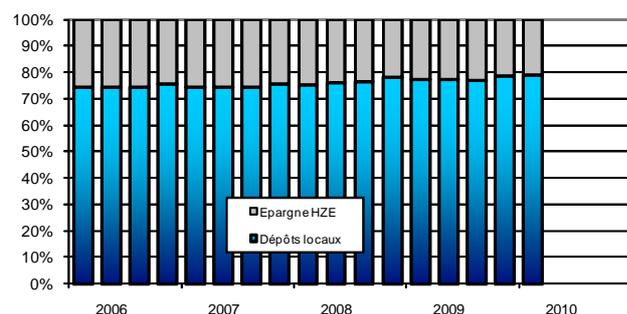
Dépôts locaux



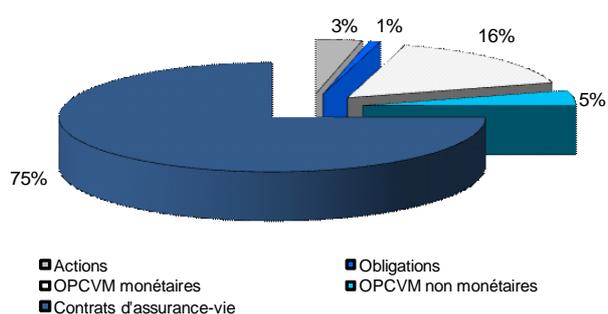
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE mars 2010

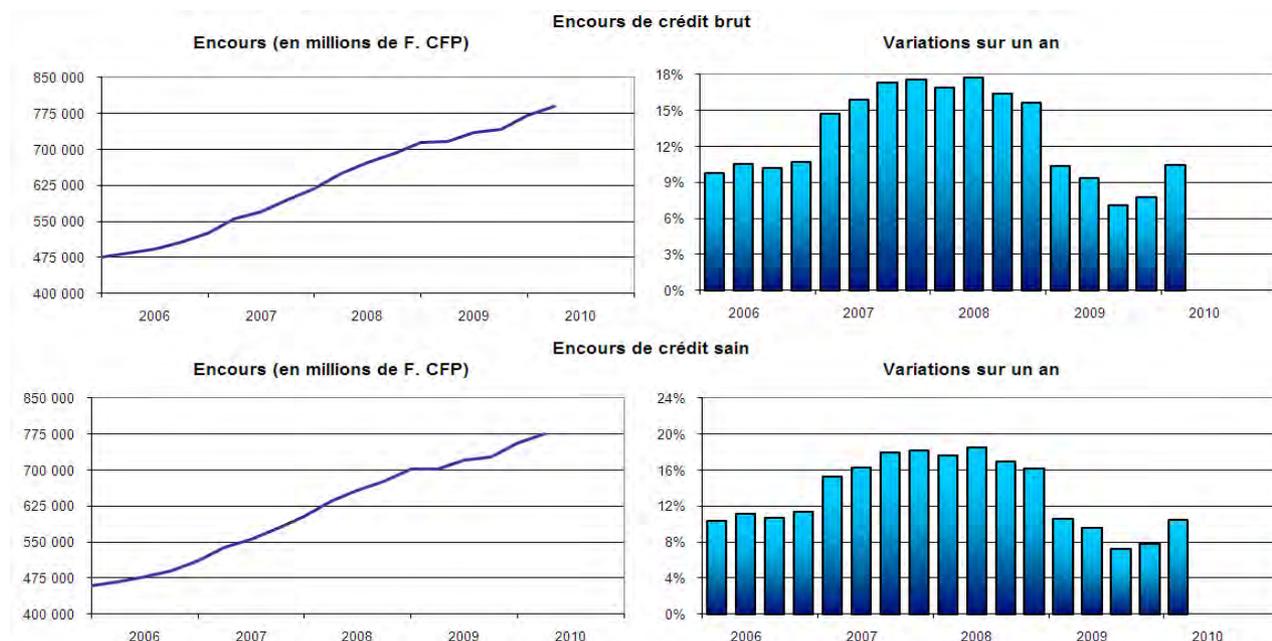


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

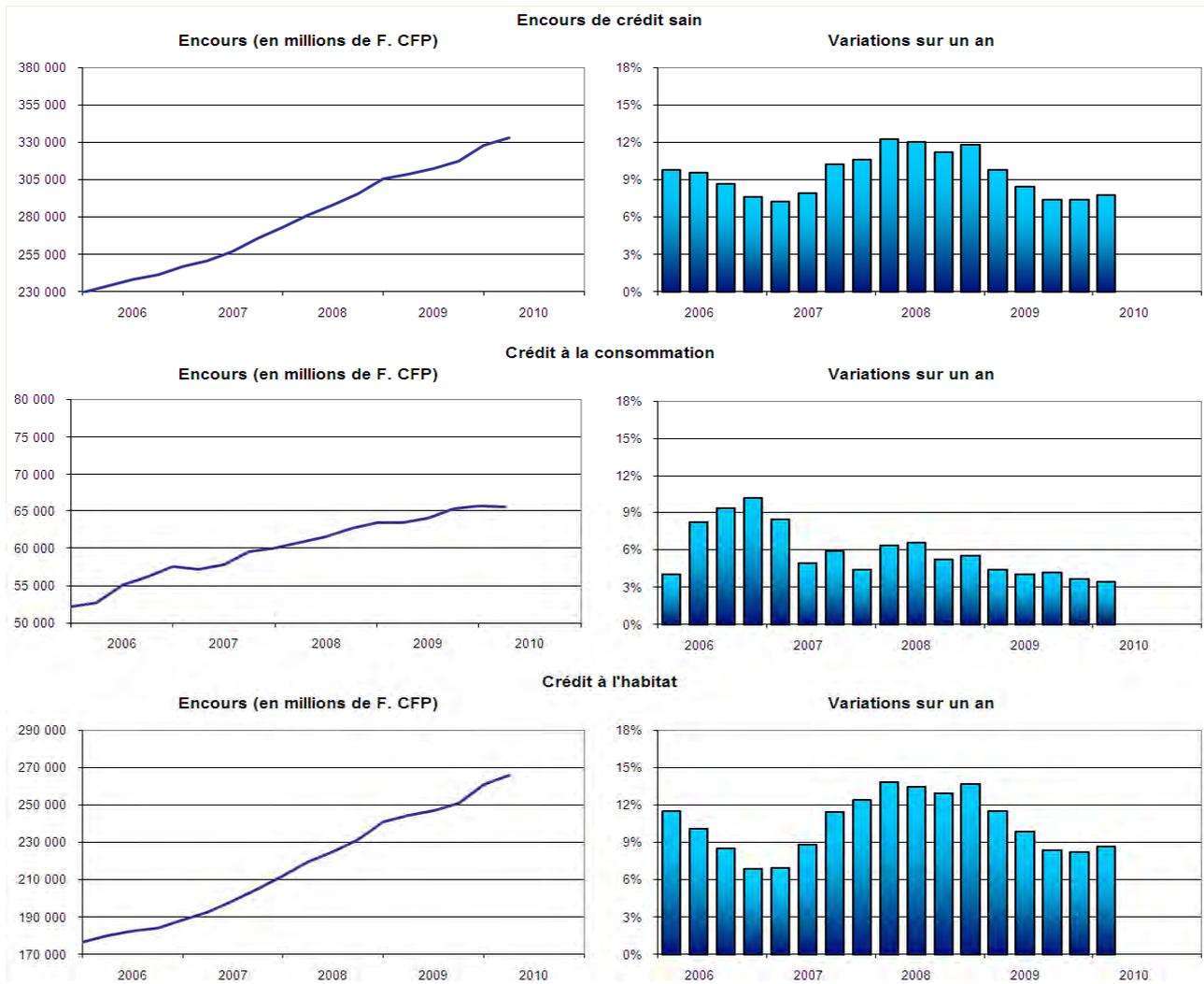
La série des encours de crédit présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés à cette date par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

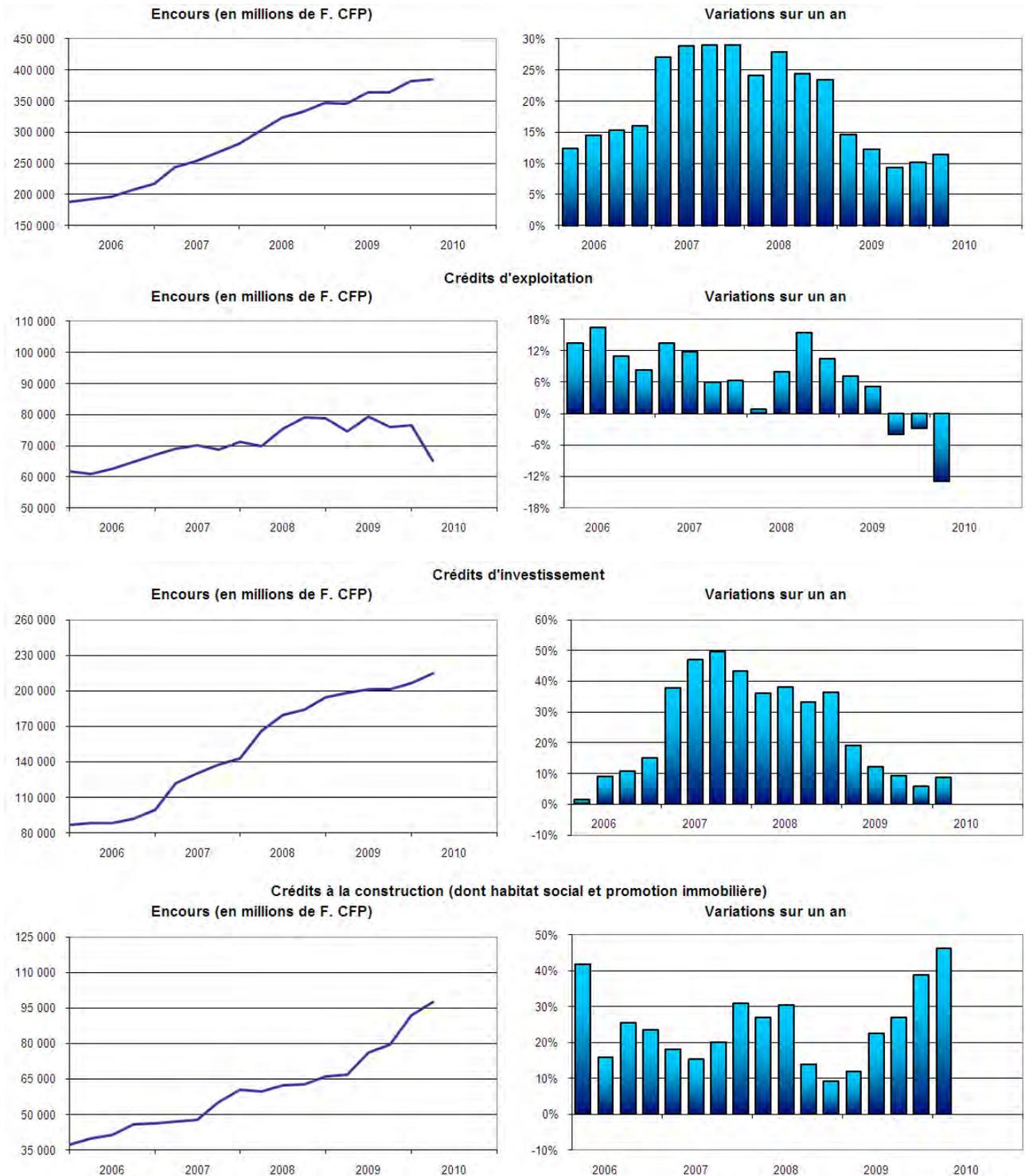
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Entreprises	170 437	191 578	243 341	302 031	346 176	363 980	364 064	382 006	385 609	0,9%	11,4%
Crédits d'exploitation	53 710	60 971	69 162	69 762	74 704	79 502	76 084	76 575	65 093	-15,0%	-12,9%
Créances commerciales	3 450	2 962	1 295	3 030	3 614	3 688	3 434	4 047	3 716	-8,2%	2,8%
Crédits de trésorerie	27 903	30 987	37 793	40 003	42 048	43 700	45 270	44 016	36 452	-17,2%	-13,3%
dont entrepreneurs individuels	1 753	1 628	1 605	1 417	1 393	1 447	1 523	1 455	1 439	-1,1%	3,3%
Comptes ordinaires débiteurs	22 357	27 022	28 112	26 729	29 042	32 114	27 380	28 512	24 925	-12,6%	-14,2%
Crédits d'investissement	87 257	88 518	122 105	166 245	197 955	201 326	201 075	206 208	214 959	4,2%	8,6%
Crédits à l'équipement	78 124	78 443	111 953	155 864	187 983	191 756	191 826	197 160	206 232	4,6%	9,7%
dont entrepreneurs individuels	5 990	6 115	6 748	7 762	8 362	8 346	8 305	8 787	8 873	1,0%	6,1%
Crédit-bail	9 133	10 075	10 152	10 381	9 972	9 570	9 249	9 048	8 727	-3,5%	-12,5%
Crédits à la construction	28 045	39 766	46 959	59 626	66 702	76 227	79 611	91 740	97 574	6,4%	46,3%
Autres crédits	1 425	2 323	5 115	6 398	6 815	6 925	7 294	7 483	7 983	6,7%	17,1%
Ménages	212 903	233 783	250 653	281 422	308 911	312 299	317 176	328 201	332 825	1,4%	7,7%
Crédits à la consommation	50 642	52 692	57 149	60 761	63 415	64 062	65 237	65 707	65 596	-0,2%	3,4%
Crédits de trésorerie	37 149	38 475	41 817	44 374	47 539	48 401	49 721	50 837	50 581	-0,5%	6,4%
Comptes ordinaires débiteurs	3 115	3 361	3 137	3 284	3 193	3 091	3 201	2 913	3 285	12,8%	2,9%
Crédit-bail	10 378	10 856	12 195	13 103	12 683	12 570	12 315	11 957	11 730	-1,9%	-7,5%
Crédits à l'habitat	161 481	180 046	192 589	219 235	244 360	247 092	250 725	260 763	265 571	1,8%	8,7%
Autres crédits	780	1 045	915	1 426	1 136	1 145	1 214	1 731	1 658	-4,2%	46,0%
Collectivités locales	34 380	34 552	35 574	42 770	36 743	34 732	35 134	36 060	45 986	27,5%	25,2%
Crédits d'exploitation	882	1 730	2 262	8 345	3 532	2 826	2 905	3 201	4 245	32,6%	20,2%
Crédits de trésorerie	778	1 582	2 195	8 268	3 397	2 628	2 668	3 167	3 316	4,7%	-2,4%
Comptes ordinaires débiteurs	104	148	67	77	135	198	237	34	929	n.s.	588,1%
Crédits d'investissement	31 993	31 470	31 590	33 386	32 325	31 086	31 420	32 118	41 010	27,7%	26,9%
Crédits à l'équipement	31 984	31 458	31 572	33 330	32 258	31 012	31 265	31 971	40 856	27,8%	26,7%
Crédit-bail	9	12	18	56	67	74	155	147	154	4,8%	129,9%
Crédits à l'habitat	823	732	1 164	548	466	436	426	395	386	-2,3%	-17,2%
Autres crédits	682	620	558	491	420	384	383	346	345	-0,3%	-17,9%
Autres agents de CCB non ventilés	6 091	7 576	9 478	8 012	9 835	9 600	9 985	9 732	11 022	13,3%	12,1%
Total encours sain	423 811	467 489	539 046	634 235	701 665	720 611	726 359	755 999	775 442	2,6%	10,5%
Créances douteuses brutes	16 764	16 304	15 909	14 743	14 354	14 593	15 039	15 435	15 602	1,1%	8,7%
Créances douteuses nettes	5 816	6 364	5 832	4 697	4 639	4 683	4 886	5 045	4 988	-1,1%	7,5%
dont entreprises	3 889	3 780	3 887	2 815	2 642	2 766	2 787	2 896	2 738	-5,5%	3,6%
dont ménages	1 516	1 791	1 854	1 836	1 942	1 865	2 064	2 114	2 213	4,7%	14,0%
Provisions	10 948	9 940	10 077	10 046	9 715	9 910	10 153	10 390	10 614	2,2%	9,3%
Total encours brut	440 575	483 793	554 955	648 978	716 019	735 204	741 398	771 434	791 044	2,5%	10,5%
Taux de créances douteuses	4,0%	3,5%	3,0%	2,3%	2,0%	2,0%	2,1%	2,0%	2,0%	0 pt	0 pt
Taux de provisionnement	65,3%	61,0%	63,3%	68,1%	67,7%	67,9%	67,5%	67,3%	68,0%	0,7 pt	0,3 pt



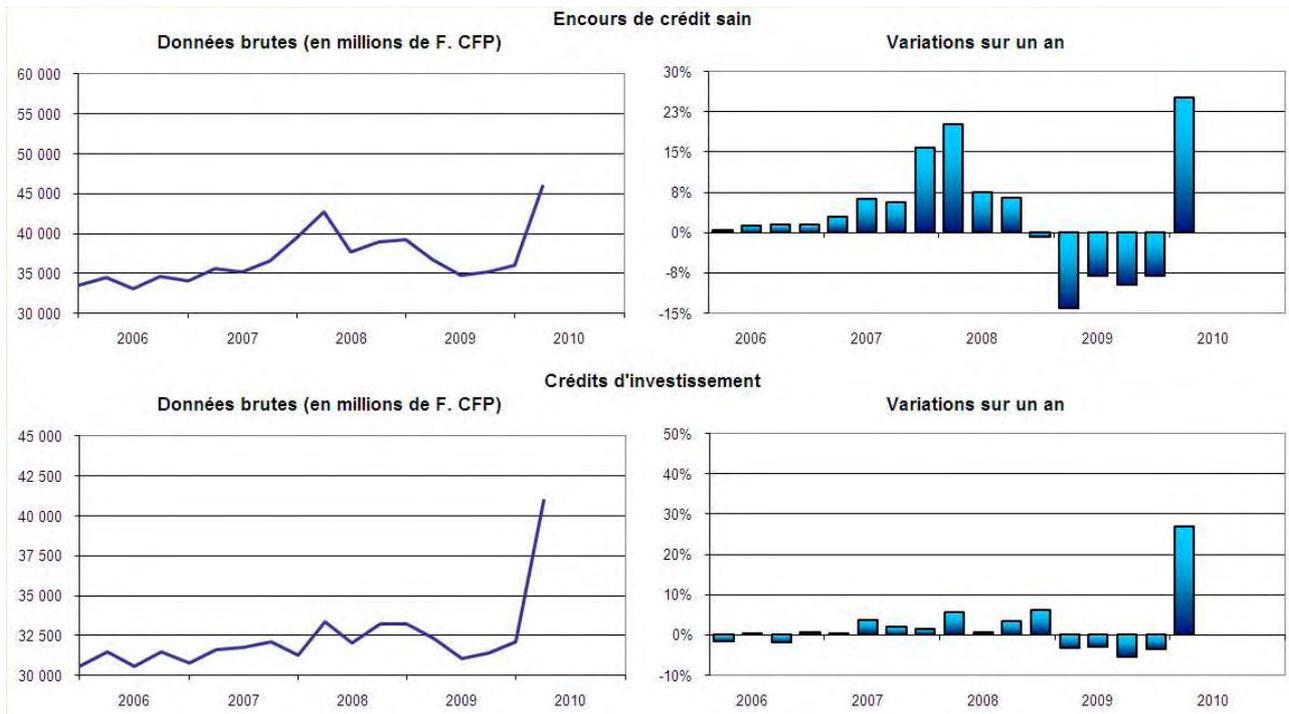
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



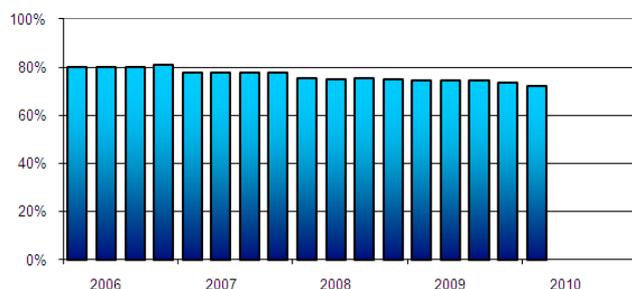
Conjoncture financière et bancaire

4.2 Les passifs des établissements locaux

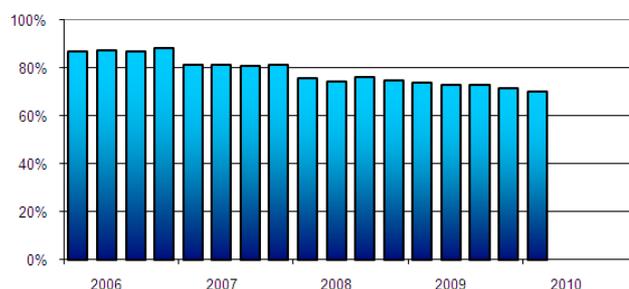
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Entreprises	145 468	166 351	198 231	229 091	255 784	265 953	265 134	273 861	270 075	-1,4%	5,6%
Crédits d'exploitation	53 710	60 971	69 031	69 472	73 959	79 502	76 084	76 575	65 083	-15,0%	-12,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 450	2 962	1 295	3 030	3 614	3 688	3 434	4 047	3 716	-8,2%	2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	27 903	30 987	37 793	39 748	42 048	43 700	45 270	44 016	36 452	-17,2%	-13,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 753	1 628	1 605	1 417	1 393	1 447	1 523	1 455	1 439	-1,1%	3,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22 357	27 022	27 981	26 694	28 297	32 114	27 380	28 512	24 915	-12,6%	-12,0%
Crédits d'investissement	72 442	82 115	98 219	121 507	139 236	142 420	141 621	147 020	156 397	6,4%	12,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	63 309	72 040	88 186	111 199	129 327	132 903	132 444	138 073	147 763	7,0%	14,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 990	6 115	6 744	7 762	8 250	8 229	8 190	8 677	8 790	1,3%	6,5%
<i>Crédit-bail</i>	9 133	10 075	10 033	10 308	9 909	9 517	9 177	8 947	8 634	-3,5%	-12,9%
Crédits à la construction	18 564	21 163	26 126	32 464	36 406	37 677	40 706	43 293	41 122	-5,0%	13,0%
Autres crédits	752	2 102	4 855	5 648	6 183	6 354	6 723	6 973	7 473	7,2%	20,9%
Ménages	177 542	193 752	204 296	227 569	250 194	252 060	255 880	264 957	267 867	1,1%	7,1%
Crédits à la consommation	46 030	47 721	51 183	53 616	55 024	55 324	56 307	56 456	56 044	-0,7%	1,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	32 537	33 504	35 851	37 229	39 148	39 663	40 791	41 586	41 029	-1,3%	4,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 115	3 361	3 137	3 284	3 193	3 091	3 201	2 913	3 285	12,8%	2,9%
<i>Crédit-bail</i>	10 378	10 856	12 195	13 103	12 683	12 570	12 315	11 957	11 730	-1,9%	-7,5%
Crédits à l'habitat	130 734	144 988	152 198	172 527	194 034	195 591	198 359	206 770	210 165	1,6%	8,3%
Autres crédits	778	1 043	915	1 426	1 136	1 145	1 214	1 731	1 658	-4,2%	46,0%
Collectivités locales	3 278	3 776	4 609	10 779	6 094	5 396	5 911	6 238	7 571	21,4%	24,2%
Crédits d'exploitation	882	1 730	2 262	8 345	3 529	2 823	2 902	3 201	4 245	32,6%	20,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	778	1 582	2 195	8 268	3 397	2 628	2 668	3 167	3 316	4,7%	-2,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	104	148	67	77	132	195	234	34	929	n.s.	603,8%
Crédits d'investissement	1 828	1 558	1 902	2 029	2 200	2 217	2 663	2 700	2 998	11,0%	36,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 819	1 546	1 884	1 973	2 133	2 143	2 508	2 553	2 844	11,4%	33,3%
<i>Crédit-bail</i>	9	12	18	56	67	74	155	147	154	4,8%	129,9%
Crédits à l'habitat	568	488	445	405	365	356	346	337	328	-2,7%	-10,1%
Autres agents de CCB non ventilés	6 091	7 576	9 474	7 370	9 218	9 377	9 410	9 297	9 918	6,7%	7,6%
Total encours sain	332 379	371 455	416 610	474 809	521 290	532 786	536 335	554 353	555 431	0,2%	6,5%
Créances douteuses brutes	16 140	15 307	15 360	14 174	13 510	13 896	14 348	14 756	14 770	0,1%	9,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 195	5 367	5 283	4 128	3 795	3 986	4 195	4 366	4 156	-4,8%	9,5%
<i>dont entreprises</i>	3 858	3 780	3 611	2 572	2 183	2 487	2 536	2 625	2 442	-7,0%	11,9%
<i>dont ménages</i>	1 256	1 547	1 580	1 509	1 557	1 446	1 623	1 706	1 677	-1,7%	7,7%
<i>Provisions</i>	10 945	9 940	10 077	10 046	9 715	9 910	10 153	10 390	10 614	2,2%	9,3%
Total encours brut	348 519	386 762	431 970	488 983	534 800	546 682	550 683	569 109	570 201	0,2%	6,6%
Taux de créances douteuses	4,6%	4,0%	3,6%	2,9%	2,5%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	67,8%	64,9%	65,6%	70,9%	71,9%	71,3%	70,8%	70,4%	71,9%	1,5 pt	0 pt

Parts de marché des établissements installés localement

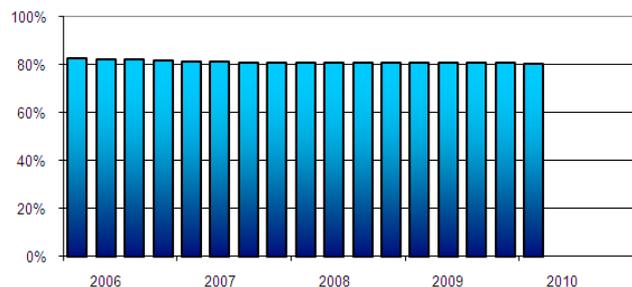
Encours de crédit brut total



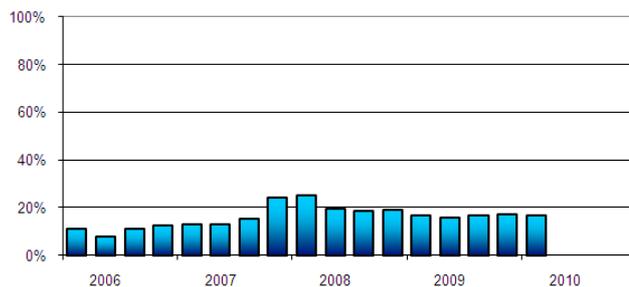
Encours de crédit aux entreprises



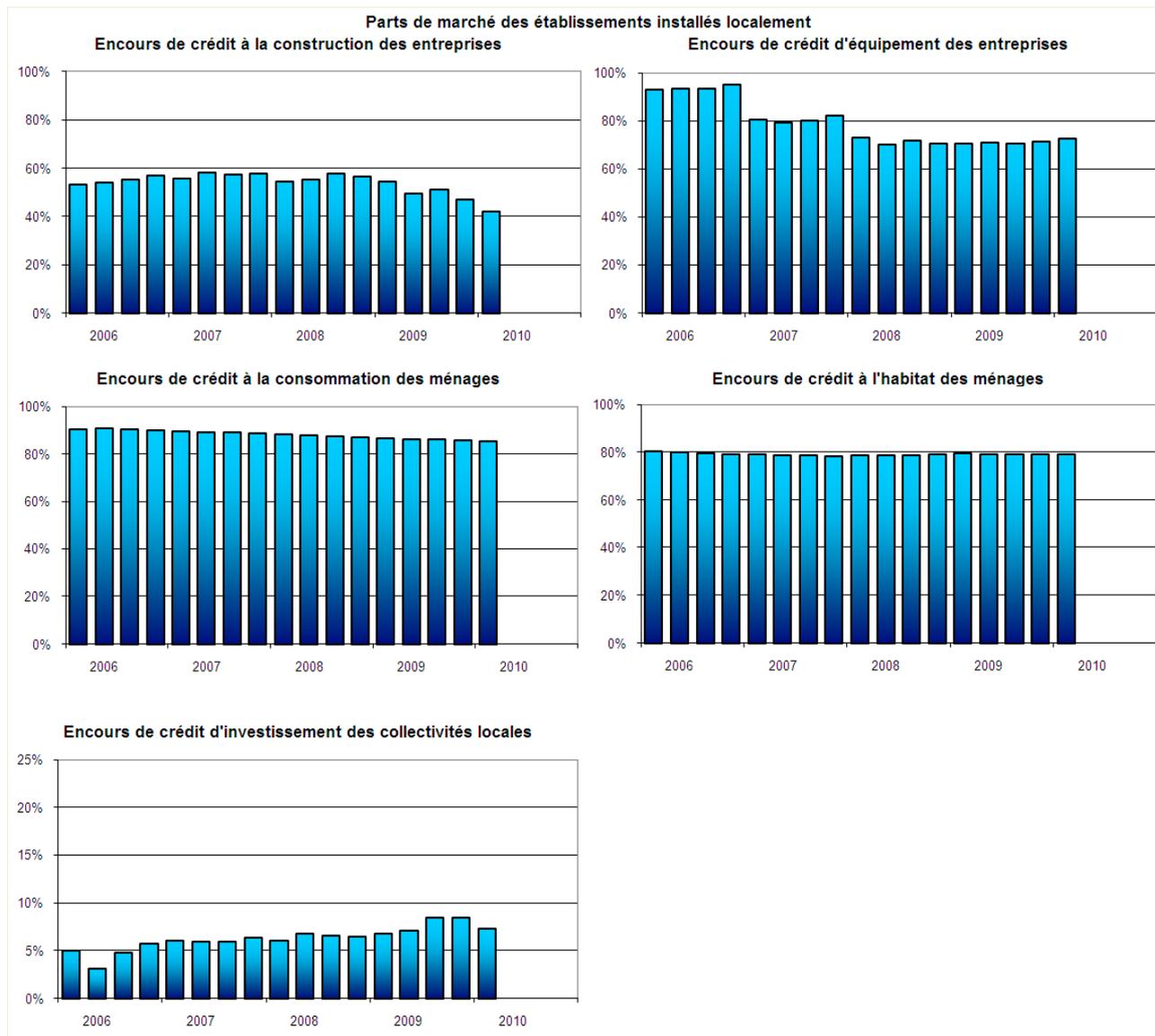
Encours de crédit aux ménages



Encours de crédit aux collectivités locales



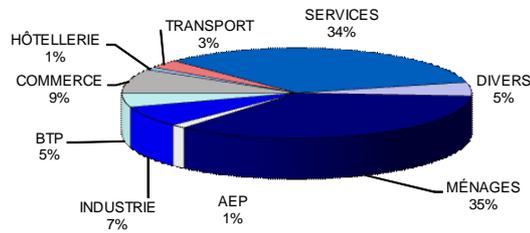
Conjoncture financière et bancaire



5. Les engagements bancaires

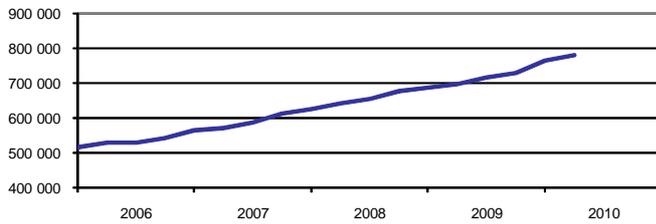
5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 31 mars 2010

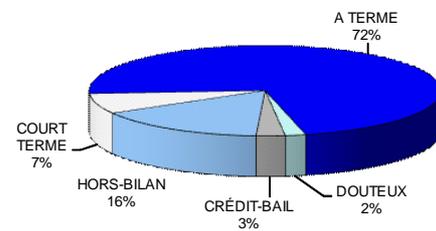


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

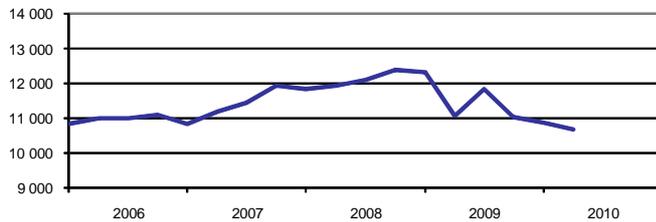


Structure en %

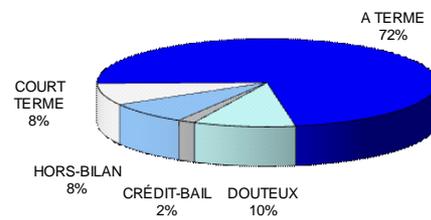


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

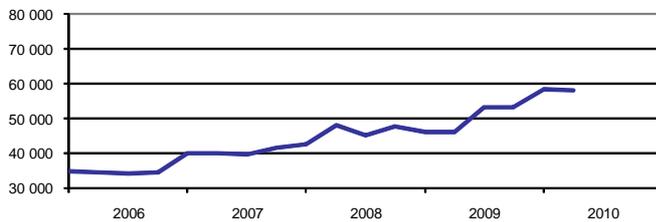


Structure en %

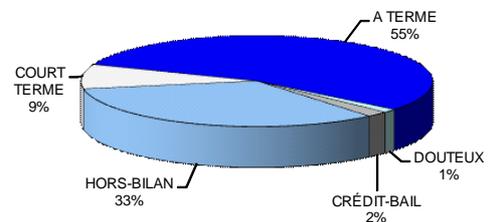


INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



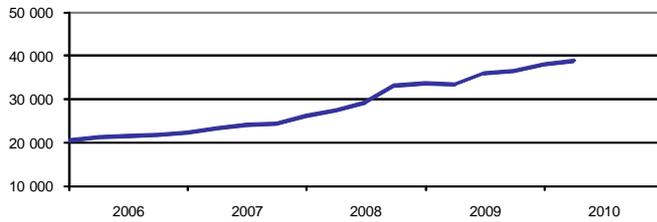
Structure en %



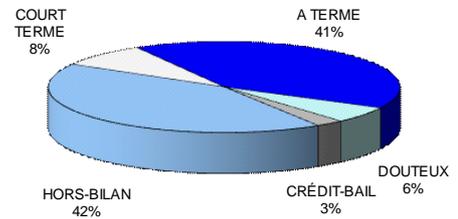
Conjoncture financière et bancaire

BTP

Encours en millions de F CFP

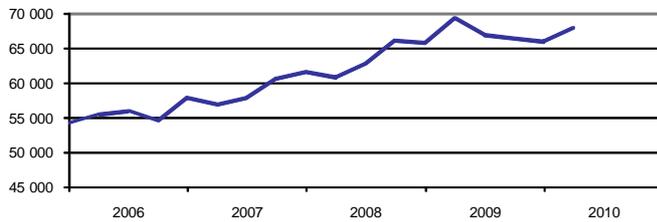


Structure en %

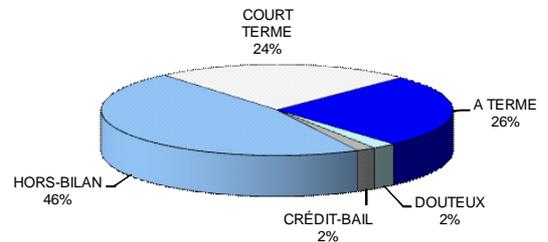


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

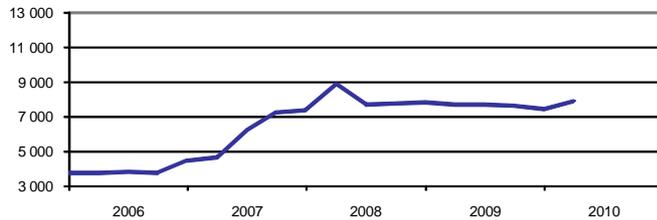


Structure en %

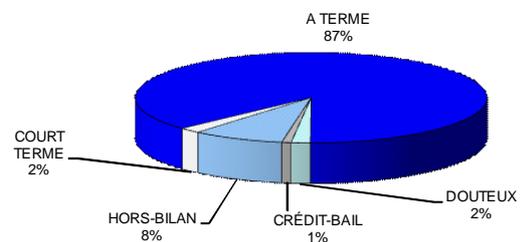


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

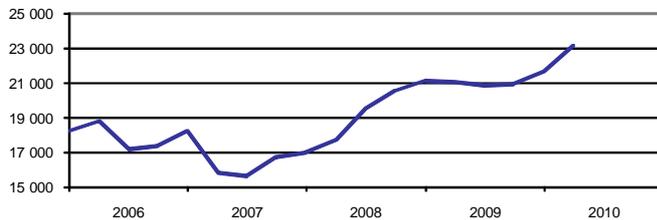


Structure en %

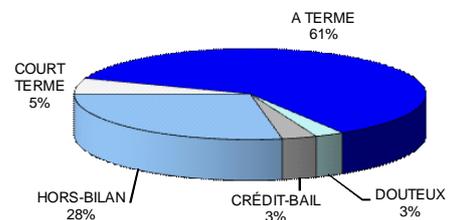


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP



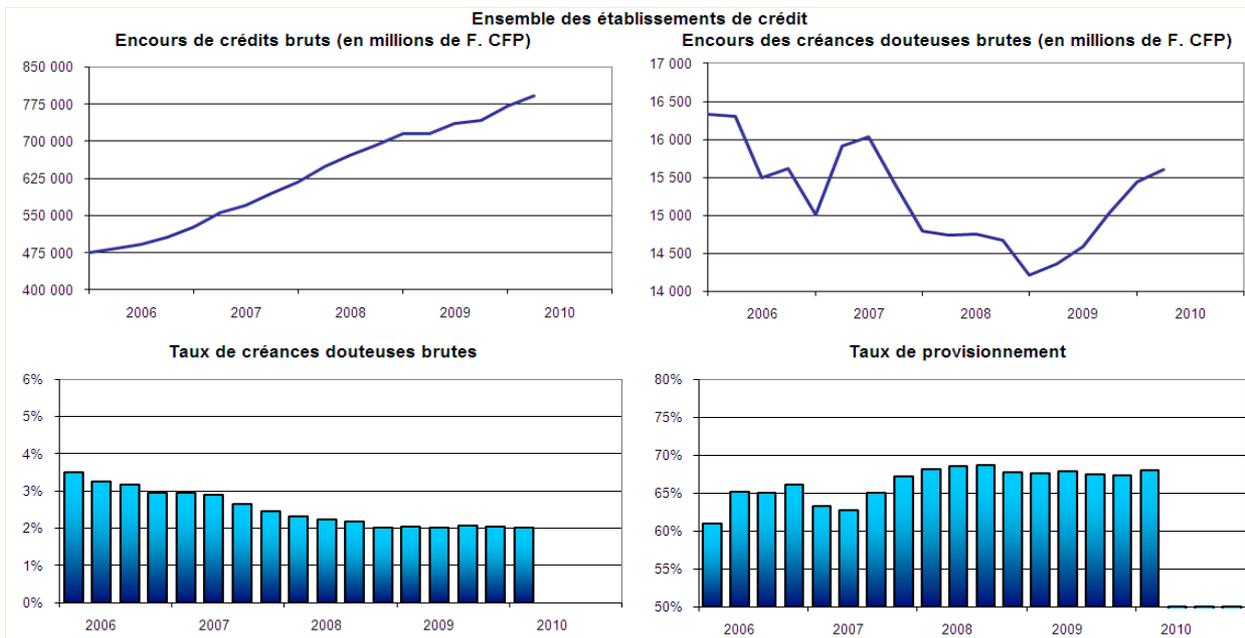
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

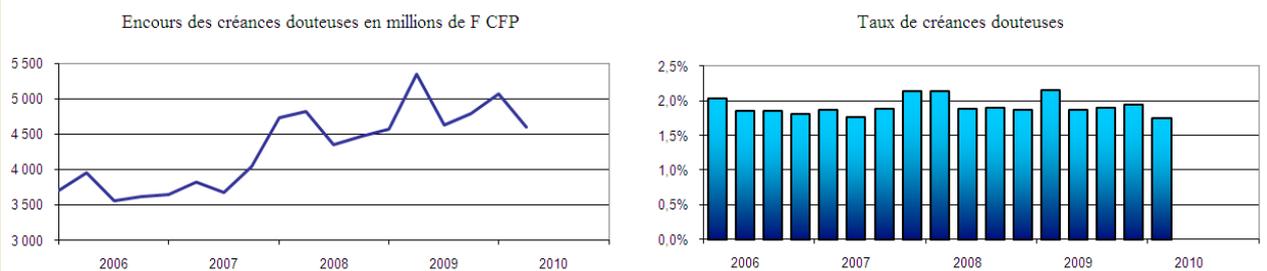
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : BAFI)

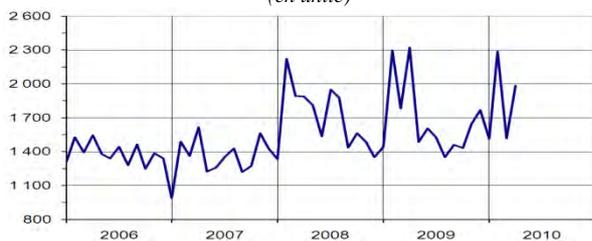


Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES MÉNAGES DÉCLARÉS AU SCR

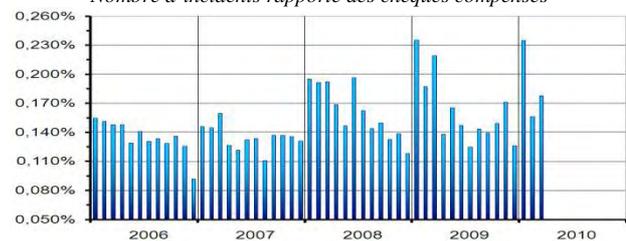


Incidents de paiement sur chèques (en unité)



Source : IEOM

Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



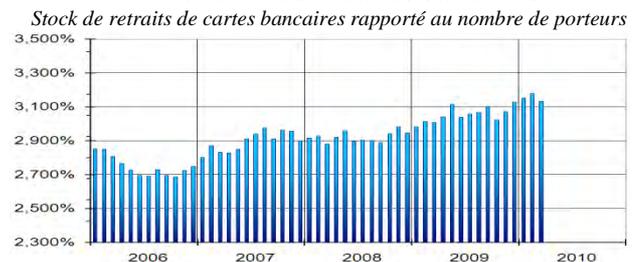
Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



Source : IEOM

Taux de retraits sur cartes bancaires Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs

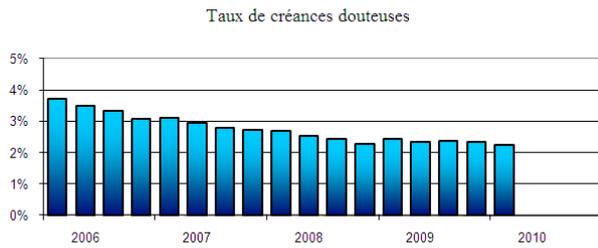
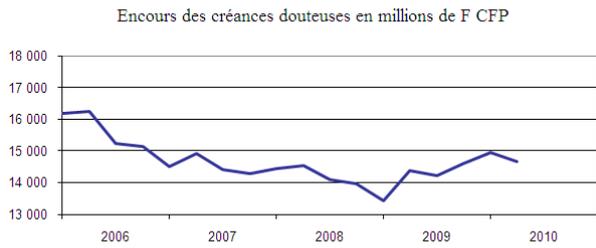


Source : IEOM

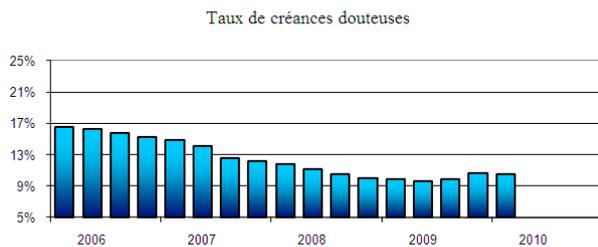
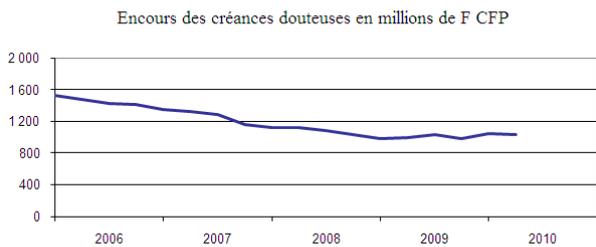
Conjoncture financière et bancaire

Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

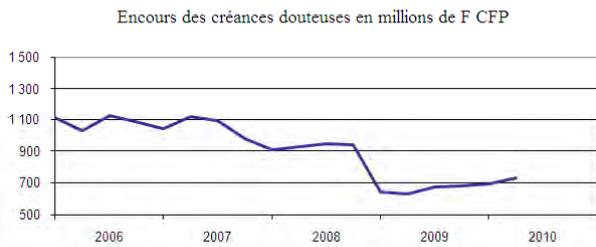
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



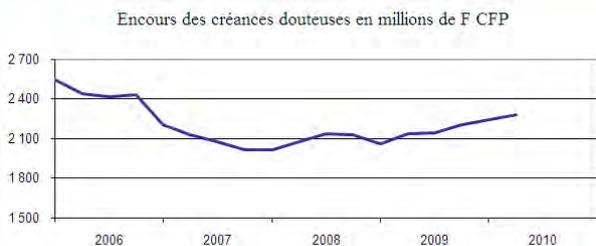
AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE



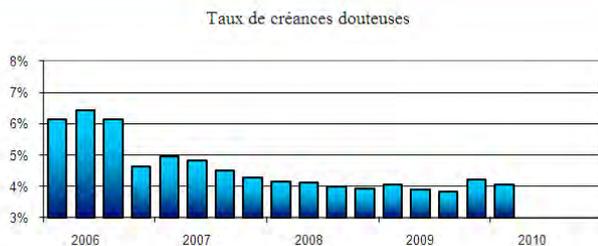
INDUSTRIE



BTP

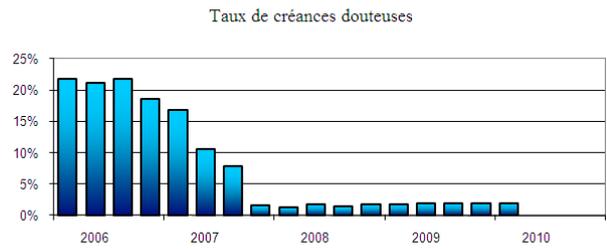
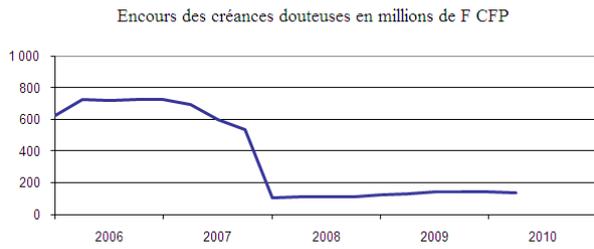


COMMERCE

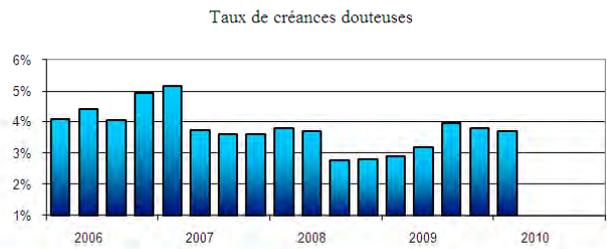
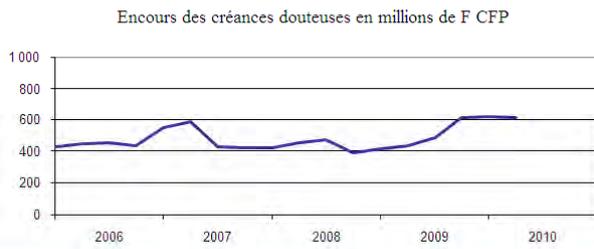


Conjoncture financière et bancaire

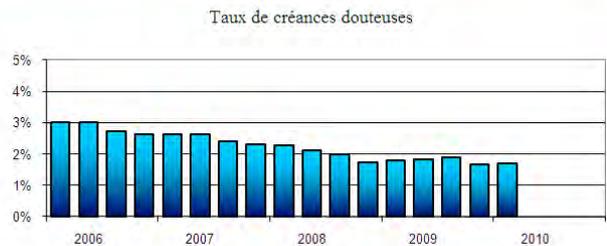
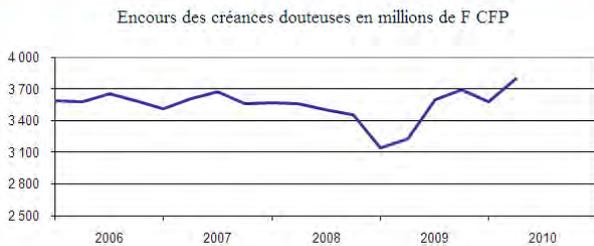
HÔTELLERIE



TRANSPORT



SERVICES



6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Emplois	361 233	399 386	446 280	505 014	553 828	564 048	572 893	594 478	610 892	2,8%	10,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	348 519	386 762	1 295	488 983	534 800	546 682	550 683	569 109	570 201	0,2%	6,6%
Réserves obligatoires et libres	12 714	12 624	14 310	16 031	19 028	17 366	22 210	25 369	40 691	60,4%	113,8%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	361 233	399 386	446 280	505 014	553 828	564 048	572 893	594 478	610 892	2,8%	10,3%
Dépôts collectés (- encaisses)	244 741	278 626	317 684	353 881	390 178	394 964	398 826	430 334	446 798	3,8%	14,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	44 274	48 864	49 078	54 843	57 481	59 690	60 082	60 484	60 838	0,6%	5,8%
Excédent des opérations diverses des EC	3 088	4 923	7 938	9 154	4 270	12 096	14 398	14 122	14 867	5,3%	248,2%
Réescompte	11 304	10 040	9 618	11 981	17 984	18 425	17 534	17 522	18 674	6,6%	3,8%
Position extérieure nette des EC (si négative)	57 826	56 933	61 962	75 155	83 915	78 873	82 053	72 016	69 715	-3,2%	-16,9%

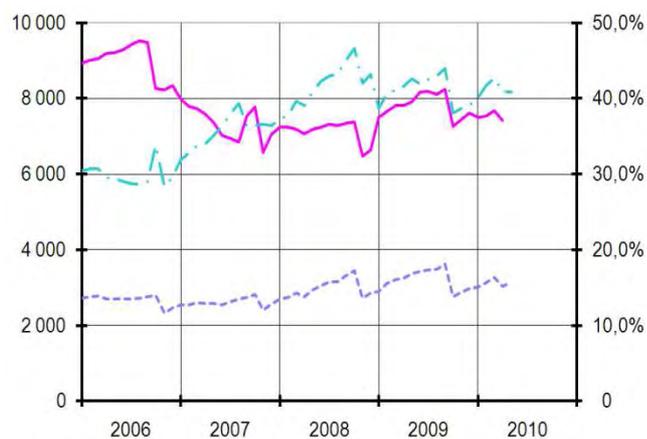


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	8 207	9 179	7 569	7 068	7 808	8 186	7 269	7 492	7 416	-1,0%	-5,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 596	2 709	2 580	2 757	3 247	3 476	2 768	3 008	3 037	1,0%	-6,5%
Taux	32%	30%	34%	39%	42%	42%	38%	40%	41%	1 pt	-1 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	11 306	10 040	9 618	11 980	18 727	18 425	17 534	17 522	18 674	6,6%	-0,3%
Entreprises	10 525	9 584	9 381	11 881	18 697	18 404	17 519	17 513	18 668	6,6%	-0,2%
Particuliers	781	456	237	99	30	21	15	9	6	-33,3%	ns

Cotation des entreprises

Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- Taux d'éligibilité - - -



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



Source : IEOM

Conjoncture financière et bancaire

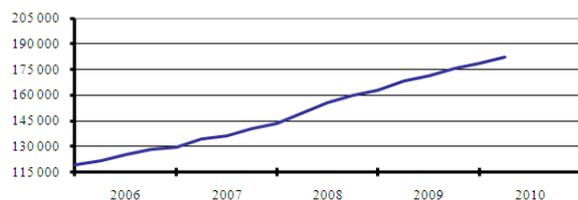
7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

Monétique										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	111 161	121 838	134 699	149 785	168 180	171 110	175 751	178 475	182 353	2,2%	8,4%
Carte Bleue	67 254	72 828	78 840	84 915	90 624	92 875	95 291	96 660	98 168	1,6%	8,3%
Carte Jade	22 914	25 077	28 081	30 946	33 616	33 975	34 316	34 648	35 044	1,1%	4,2%
Cartes privatives	20 993	23 933	27 778	33 924	43 940	44 260	46 144	47 167	49 141	4,2%	11,8%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	1 995	2 393	2 509	2 699	2 890	2 952	2 979	3 037	3 071	1,1%	6,3%
Nombre de transactions	1 110 708	1 258 023	1 365 624	1 528 817	1 822 078	1 703 557	1 715 996	2 009 747	1 889 009	-6,0%	3,7%
Montant (milliers de XPF)	9 784 558	11 034 793	12 036 997	13 445 745	15 834 969	14 528 458	14 593 526	17 810 114	16 132 909	-9,4%	1,9%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	-4,5%	-2,3%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	153	248	224	45	39	39	39	39	40	2,6%	2,6%
Nombre de transactions	5 298	4 496	4 760	4 403	5 846	4 330	4 876	5 574	6 166	10,6%	5,5%
Montant (milliers de XPF)	124 183	104 998	107 715	91 971	150 186	121 379	139 624	178 605	179 263	0,4%	19,4%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	23	23	23	21	26	28	29	32	29	-9,1%	13,2%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	100	113	140	153	166	167	173	192	193	0,5%	16,3%
Nombre de retraits	819 304	951 001	1 085 599	1 387 397	1 486 151	1 582 260	1 643 737	1 757 212	1 666 503	-5,2%	12,1%
Montant (milliers de XPF)	7 313 250	9 154 896	10 754 478	15 251 088	15 230 102	16 602 913	17 568 589	19 461 892	17 625 307	-9,4%	15,7%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	10	10	11	10	11	11	11	11	-4,5%	3,9%

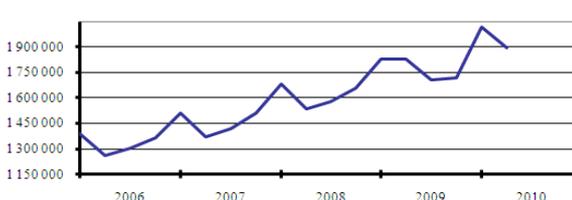
* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

Nombre de porteurs



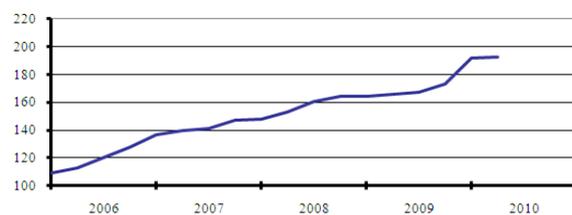
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



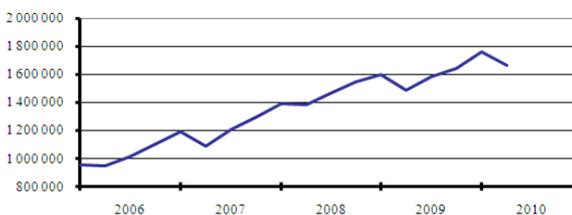
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

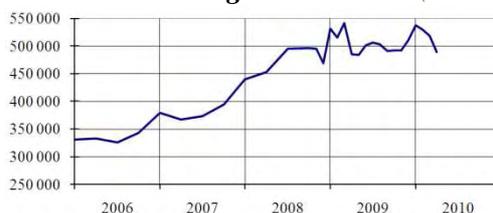


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
En nombre	4 166 958	4 411 726	4 533 681	4 812 628	4 777 357	4 907 738	5 038 173	5 211 117	4 983 572	-4,4%	4,3%
Chèques	2 838 215	2 949 006	2 973 639	3 108 062	2 984 124	3 080 019	3 123 847	3 330 865	3 057 949	-8,2%	2,5%
Virements	704 859	782 736	835 445	900 125	934 546	989 905	1 004 939	1 043 435	984 640	-5,6%	5,4%
Effets	4 637	5 036	3 790	3 358	3 112	3 058	3 045	3 034	2 909	-4,1%	-6,5%
Autres	619 247	674 948	720 807	801 083	855 575	834 756	906 342	833 783	938 074	12,5%	9,6%
En millions de F CFP	291 491	332 699	367 459	453 169	484 933	506 233	491 720	537 523	489 273	-9,0%	0,9%
Chèques	142 984	161 933	184 359	224 933	242 121	240 269	236 903	246 141	225 536	-8,4%	-6,8%
Virements	123 741	146 000	158 824	201 513	214 196	238 063	226 471	263 966	234 883	-11,0%	9,7%
Effets	8 032	9 532	7 693	7 488	7 814	8 004	7 687	7 133	7 000	-1,9%	-10,4%
Autres	16 734	15 234	16 583	19 235	20 802	19 897	20 659	20 283	21 854	7,7%	5,1%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

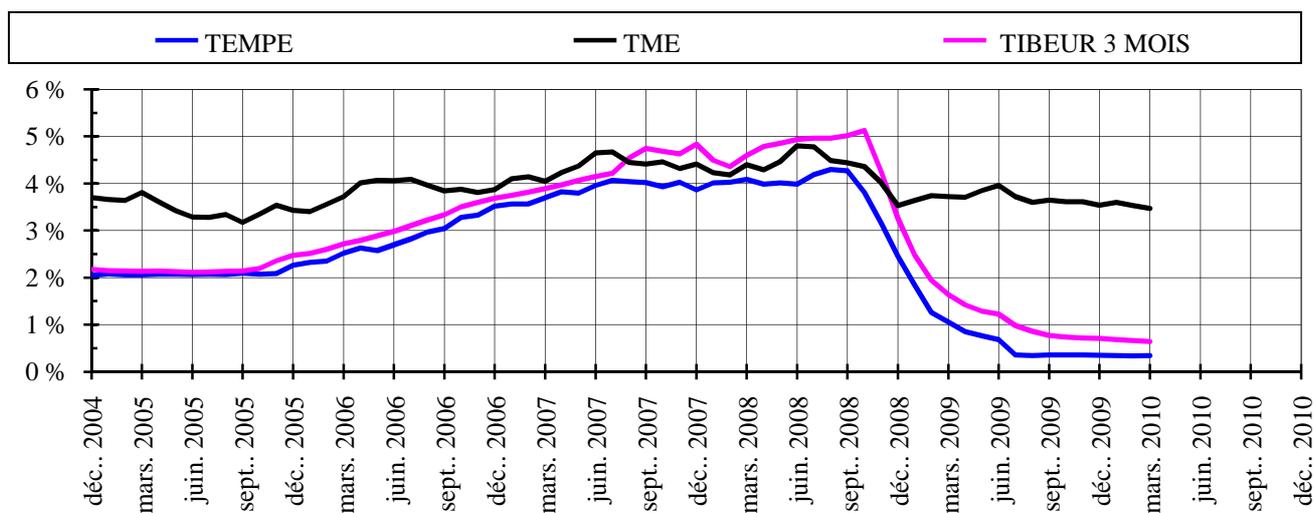
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009	1er Trim. 2010	2 ^{ème} Trim. 2010
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,83 %	7,01 %	6,72 %	6,57 %	6,29 %
- Prêts à taux variable	7,93 %	7,03 %	6,12 %	5,92 %	5,72 %
- Prêts à taux relais	8,05 %	7,03 %	6,59 %	6,40 %	6,25 %
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,36 %	21,59 %	21,40 %	21,45 %	21,63 %
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats					
ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,92 %	20,63 %	20,20 %	19,71 %	19,45 %
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	10,04 %	9,43 %	9,20 %	8,88 %	8,85 %

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009	1er Trim. 2010	2 ^{ème} Trim. 2010
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,69 %	11,67 %	10,81 %	10,57 %	9,53 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,85 %	6,43 %	5,83 %	5,53 %	5,32 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,07 %	7,19 %	6,92 %	6,61 %	5,75 %
- Découverts en compte (2)	14,13 %	13,45 %	13,16 %	13,21 %	13,33 %
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,05 %	6,72 %	6,20 %	5,71 %	5,73 %

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009	1er Trim. 2010	2 ^{ème} Trim. 2010
- Découverts en compte (3)	14,13 %	13,45 %	13,16 %	13,21 %	13,33 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Conjoncture financière et bancaire

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

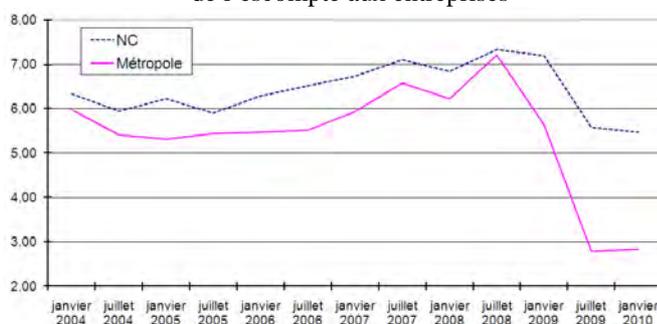
Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2008	juillet/août 2008	janvier/février 2009	juillet/août 2009	janvier/février 2010	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,12%	5,43%	5,83%	5,28%	4,86%	-0,97 pt	-0,42 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	10,51%	14,83%	18,50%	17,11%	17,17%	-1,33 pt	0,06 pt
Découverts.....	10,60%	9,69%	10,94%	10,29%	10,51%	-0,43 pt	0,22 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,09%	7,51%	7,77%	7,39%	6,99%	-0,78 pt	-0,40 pt
TMPG.....	6,36%	6,58%	7,08%	6,40%	6,11%	-0,97 pt	-0,29 pt
Déclarations (en nb).....	4 863	4 569	3 891	4 415	4 318	11,0%	- 2,2%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

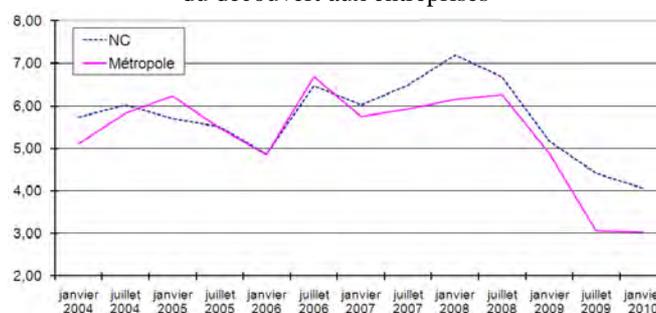
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2008	juillet/août 2008	janvier/février 2009	juillet/août 2009	janvier/février 2010	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	6,84%	7,33%	7,19%	5,58%	5,47%	-1,72 pt	-0,11 pt
Découvert.....	7,20%	6,68%	5,17%	4,42%	4,05%	-1,12 pt	-0,37 pt
Autres court terme.....	6,06%	6,29%	4,91%	4,70%	4,62%	-0,29 pt	-0,08 pt
Ensemble court terme.....	7,05%	6,88%	5,85%	4,94%	4,74%	-1,11 pt	-0,20 pt
Moyen et long terme.....	5,83%	5,86%	5,40%	4,65%	4,41%	-0,99 pt	-0,24 pt
TMPG.....	6,57%	6,49%	5,67%	4,83%	4,62%	-1,05 pt	-0,21 pt
Déclarations (en nb).....	2 114	2 099	1 789	2 216	1 743	- 2,6%	-100,0%

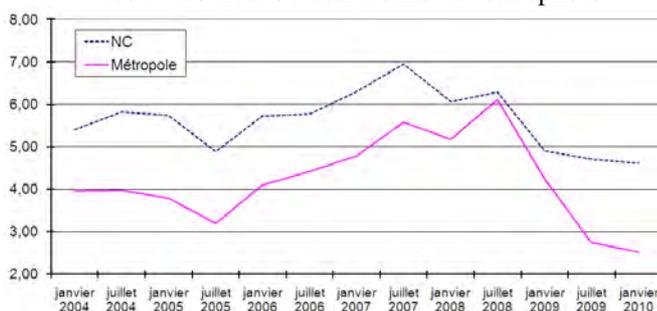
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



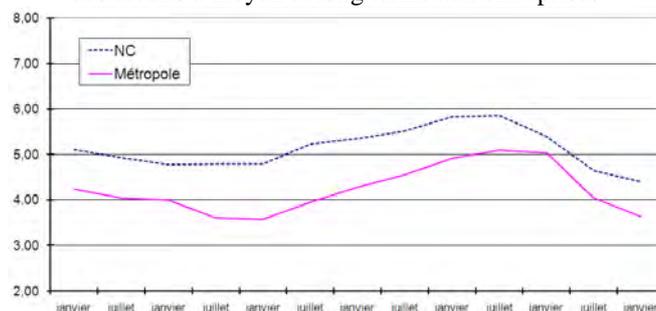
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 02 juin 2010
Dépôt légal : juin 2010 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
E-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03